

CIER-DE-RIVIÈRE

DEPARTEMENT DE HAUTE GARONNE

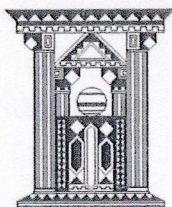
Carte Communale

Prescrit le : 13/06/2007
Arrêté de mise à l'Enquête Publique le : 06/01/2009
Approuvé par le C.M le :
Approuvé par le Préfet le :

**ELABORATION DE LA CARTE
COMMUNALE**

2

RAPPORT DE PRESENTATION



Jean GAICHIES

Architecte DPLG – Urbaniste

Foulloubal – Le Ramel 31590 VERFEIL

Tel : 05 61 35 64 19 – Fax : 05 61 35 84 10

Email : gaichies.architecte@alsatis.net

SOUS-PREFECTURE DE ST GAUDENS
REÇU LE

22 MARS 2010

Article 3 de la Loi N° 82-213
du 2 mars 1982

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	1
INTRODUCTION	2
DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES AUX DOCUMENTS D'URBANISME	3
PARTIE 1 :	4
ANALYSE DE L'ETAT INITIAL.....	4
DIAGNOSTIC.....	4
ANALYSE DU CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE, ÉCONOMIQUE ET ADMINISTRATIF	4
1. SITUATION ET PRESENTATION DE LA COMMUNE	5
2. DESCRIPTION DU TERRITOIRE COMMUNAL	9
3. L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE.....	35
4. LE LOGEMENT - LA CONSTRUCTION.....	36
5. LA POPULATION ACTIVE ET L'EMPLOI	38
6. L'ACTIVITÉ AGRICOLE.....	40
7. LES EQUIPEMENTS ET SERVICES.....	43
8. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.	45
9. LES ÉQUIPEMENTS.....	46
PARTIE 2 :	48
OBJECTIFS POURSUIVIS ET LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU	48
1. OBJECIFS DE LA COMMUNE	49
2. LA CAPACITE DE LA CARTE COMMUNALE.....	51
3. LES DISPOSITIONS D'UNE CARTE COMMUNALE.....	52
PARTIE 3:	59
LES INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES COMPENSATOIRES PRISE EN FAVEUR DE SA PRESERVATION.....	59
1. LES EFFETS DES LOIS SUR L'AMENAGEMENT, L'URBANISME ET L'ENVIRONNEMENT	60

INTRODUCTION

Par délibération du conseil municipal du 13 juin 2007, la commune de CIER-DE-RIVIÈRE a prescrit l'élaboration de la Carte Communale sur l'ensemble de son territoire communal.

La carte Communale s'inscrit dans le cadre de la loi N° 2000-1208 du 13 décembre 2000 dite loi de Solidarité et de Renouvellement Urbains (loi S.R.U.) et de ses décrets d'application du 27 mars 2001 ainsi que de la loi Urbanisme et habitat du 2 juillet 2003.

La procédure d'élaboration de la Carte Communale a été engagée pour les motifs suivants :

- 1 – Définir un document d'urbanisme suivant les dispositions du Code de l'Urbanisme modifié et de la Loi SRU,
- 2 – Prendre en compte l'évolution de la commune en matière d'urbanisme et d'aménagement et en définir les orientations d'urbanisme et les objectifs d'aménagement,

L'élaboration du document d'urbanisme a pour but de répondre aux orientations de développement durable fixées par la commune :

- 1 Maîtriser la construction.
- 2 Éviter la dispersion des constructions afin de regrouper le bâti autour des zones existantes.
- 3 Prévoir et maîtriser le développement de la population qui était de 248 habitants en 2006.
- 4 - Maîtriser l'aménagement de l'espace et le développement futur de l'urbanisation, en adéquation avec les réseaux existants et préserver la qualité du cadre de vie.
- 5 - Préserver les espaces naturels et agricoles, les espaces boisés et les paysages.

DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES AUX DOCUMENTS D'URBANISME

ARTICLE L 110 DU CODE DE L'URBANISME

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.

ARTICLE L 121-I DU CODE DE L'URBANISME

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

« 1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

« 2° La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciale, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

« 3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

« Les dispositions des 1 à 3° sont applicables aux directives territoriales d'aménagement visées à l'article L.111-1-1.

PARTIE 1 :

Analyse de l'Etat Initial

Diagnostic

Analyse du contexte démographique, économique et administratif

1. SITUATION ET PRESENTATION DE LA COMMUNE

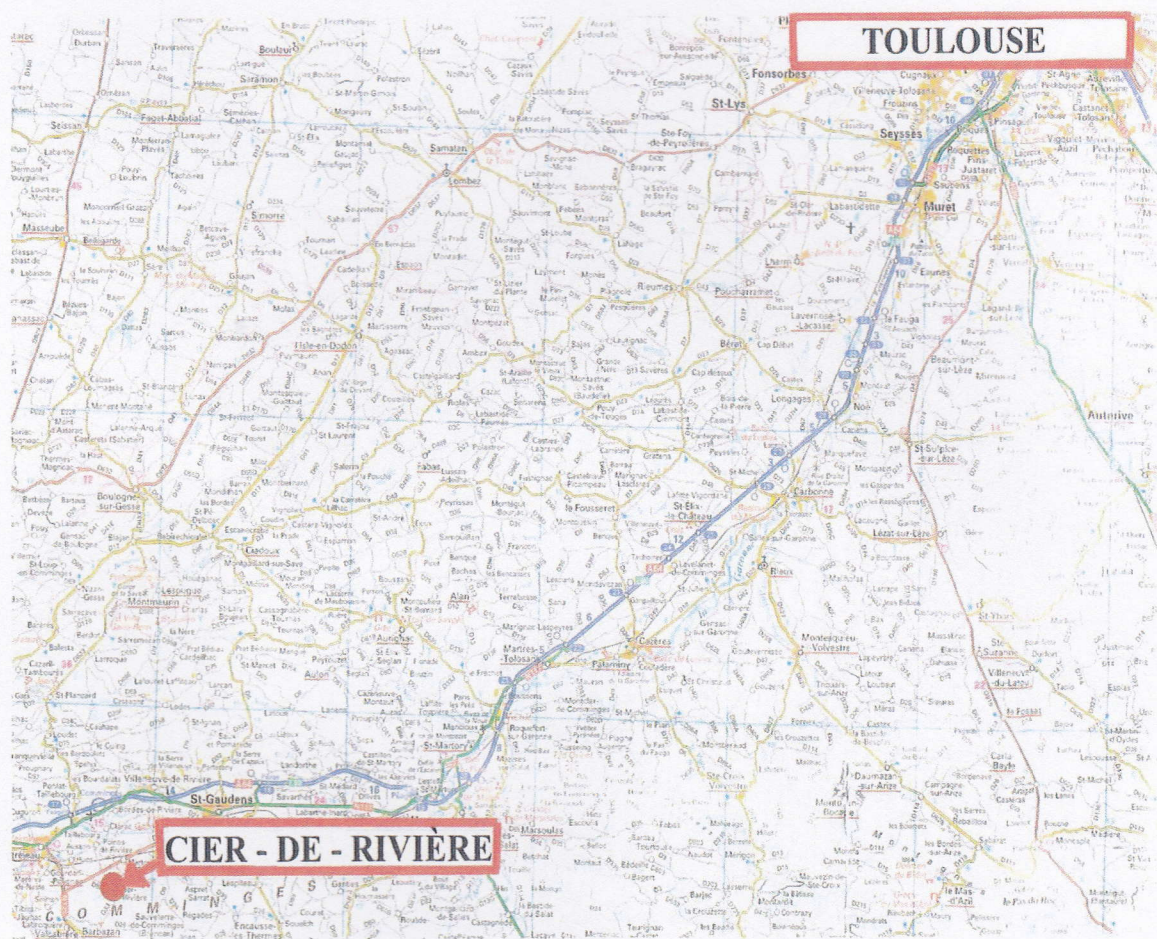
La Commune de CIER-DE-RIVIÈRE est située dans le département de la Haute-Garonne, à environ 110 km au SUD-OUEST de TOULOUSE et à 10km au Sud Ouest de SAINT-GAUDENS.

Le temps de trajet véhicule automobile de CIER-DE-RIVIÈRE et l'agglomération toulousaine est de 1 heure et de 10 minutes jusqu'à SAINT GAUDENS.

Les villes les plus proches sont Gourdan-Polignan à 7 minutes et Montréjeau à 10 minutes.

Elle est située à 1h 10mn de l'aéroport de TOULOUSE-BLAGNAC.

L'amélioration des infrastructures routières contribue également à ce rapprochement.



Le territoire communal s'étend sur une surface totale de 925 hectares dans le relief du piémont pyrénéen Commingeois.

Son territoire est limité :

- au NORD par la commune de POINTIS-DE-RIVIÈRE,
- au NORD OUEST par la commune de HUOS
- à l'EST par la commune de ARDIÈGE
- au SUD, par la commune de BARBAZAN
- au SUD- OUEST, par la commune de LABROQUÈRE
- au SUD- EST, par la commune de SAUVETERRE-DE-COMMINGES.

La commune compte 250 habitants (au recensement 1999) et 248 habitants en 2006 (évaluation INSEE 2006) soit une densité de 26,8 hab/km².

La desserte du territoire communal est assurée à partir du centre du village par les voies départementales et communales :

- D8 reliant SAINT-GAUDENS à la N125
 - D8b reliant à CIER DE RIVIERE à GOURDAN - POLIGNAN, passant par HUOS
 - D8f reliant CIER DE RIVIERE à POINTIS-DE-RIVIÈRE
 - D33I suivant la vallée de LONGARIÈGE, passant par ARDIÈGE et reliant LABARTHE RIVIERE à BARBAZAN
- Des axes tertiaires, routes souvent sinueuses traversent le territoire, reliant des exploitations agricoles.

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est concernée par l'article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme, pour ce qui concerne des voies à grande circulation. L'autoroute A 645 classée à grande circulation, est soumise à une interdiction, en dehors des espaces urbanisés de la commune, les constructions dans une bande de 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes. Cette interdiction ne s'applique pas :

- l'aménagement et l'extension des constructions existantes.
- aux bâtiments d'exploitations agricoles
- aux réseaux d'intérêt public
- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières.
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières.

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE fait l'objet d'un arrêté de classement sonore des Infrastructures de transports terrestres du 26 juillet 2000. Il classe dans la troisième catégorie de l'infrastructure , les largeurs affectés par le bruit sont de 100m et concernent l'A 645 et la RD 8 situées en limites communales.

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est desservie par la ligne 98 du Conseil Général pour SAINT-GAUDENS desservant MONTRÉJEAU - SAINT-BERTRAND - BARBAZAN - SAINT-GAUDENS.

Le ramassage scolaire est organisé par le Conseil Général et le SIVOM du Haut - Comminges en transport collectif entre CIER-DE-RIVIÈRE et les diverses écoles du regroupement scolaire, des communes de MARTRES-DE-RIVIÈRE, de ARDIÈGE, de HUOS, ainsi que le collège de MONTRÉJEAU et les Lycées de GOURDAN-POLIGNAN et SAINT-GAUDENS.

Les déplacements des résidents de la commune s'effectuent essentiellement en voiture particulière. BARBAZAN, SAINT GAUDENS, MONTRÉJEAU, offrent des services publics ainsi que d'autres services et des commerces et justifient des déplacements.

Vu la faible activité économique et commerciale locale, les transports collectifs étant peu développés la voiture reste un mode de transport privilégié.

La fréquente nécessité pour les ménages de posséder au moins deux véhicules, induit inévitablement des frais conséquents de déplacements.

La présence de voirie autoroutière et les autres départementales et nationales assurent une bonne desserte de la commune de CIER-DE-RIVIÈRE, ce qui tend à favoriser les échanges avec les communes extérieures, puis au-delà, TOULOUSE et son agglomération.

1.2- Situation administrative

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est située dans l'arrondissement de SAINT-GAUDENS.

Elle est rattachée administrativement au Canton de BARBAZAN qui regroupe 24 communes :

ANTICHAN-DE-FRONTIGNES, ARDIÈGE, BAGIRY, BARBAZAN, CIER-DE-RIVIÈRE, FRONTIGNAN-DE-COMMINGES, GALIE, GÉNOS, GOURDAN-POLIGNAN, HUOS, LABROQUÈRE, LOURDE, LUSCAN, MALVEZIE, MARTRES-DE-RIVIÈRE, MONT-DE-GALIE, ORE, PAYSSOUS, POINTIS-DE-RIVIÈRE, SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES, SAINT-PÉ-D'ARDET, SAUVETERRE-DE-COMMINGES, SEILHAN, VALCABRÈRE.

Les villes les plus proches SAINT-GAUDENS, MONTRÉJEAU, BARBAZAN sont à environ 10 minutes de trajet en voiture .

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est membre d'un EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale), la Communauté de Communes du HAUT COMMINGES.

La Communauté de communes du Haut Comminges est constituée depuis 1998.

Depuis septembre 2003, son périmètre s'est élargi et elle compte aujourd'hui 22 des 24 communes du canton de Barbazan. 6607 habitants.

Le principal atout de ce territoire est la richesse de son patrimoine culturel (site de St-Bertrand de Comminges et Valcabrère) et naturel (milieux préservés du piémont et des Frontignes), et, de plus en plus, l'accueil en milieu rural (en termes de cadre de vie).

Compétences de la Communauté de communes :

Les principales compétences de la Communauté de communes du Haut Comminges sont le développement économique, l'aménagement de l'espace, la voirie, la politique du logement social, l'environnement, le tourisme, l'assainissement, le développement culturel et sportif, la politique enfance jeunesse.

CIER DE RIVIÈRE est adhérent à plusieurs syndicats intercommunaux, le SIVOM du Haut Comminges (Transports scolaires, aide à domicile, voirie, chemin de randonnée, pour la collecte et le traitement des déchets et ordures ménagères), le Syndicat Départemental d'Electricité de la Haute-Garonne (pour le réseau électricité), le SDEA de SAINT-GAUDENS (l'entretien et réparation du réseau d'eau potable).

1.2- Situation administrative

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est située dans l'arrondissement de SAINT-GAUDENS.

Elle est rattachée administrativement au Canton de BARBAZAN qui regroupe 24 communes :

ANTICHAN-DE-FRONTIGNES, ARDIÈGE, BAGIRY, BARBAZAN, CIER-DE-RIVIÈRE, FRONTIGNAN-DE-COMMINGES, GALIE, GÉNOS, GOURDAN-POLIGNAN, HUOS, LABROQUÈRE, LOURDE, LUSCAN, MALVEZIE, MARTRES-DE-RIVIÈRE, MONT-DE-GALIE, ORE, PAYSSOUS, POINTIS-DE-RIVIÈRE, SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES, SAINT-PÉ-D'ARDET, SAUVETERRE-DE-COMMINGES, SEILHAN, VALCABRÈRE.

Les villes les plus proches SAINT-GAUDENS, MONTRÉJEAU, BARBAZAN sont à environ 10 minutes de trajet en voiture .

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est membre d'un EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale), la Communauté de Communes du HAUT COMMINGES.

La Communauté de communes du Haut Comminges est constituée depuis 1998.

Depuis septembre 2003, son périmètre s'est élargi et elle compte aujourd'hui 22 des 24 communes du canton de Barbazan. 6607 habitants.

Le principal atout de ce territoire est la richesse de son patrimoine culturel (site de St-Bertrand de Comminges et Valcabrère) et naturel (milieux préservés du piémont et des Frontignes), et, de plus en plus, l'accueil en milieu rural (en termes de cadre de vie).

Compétences de la Communauté de communes :

Les principales compétences de la Communauté de communes du Haut Comminges sont le développement économique, l'aménagement de l'espace, la voirie, la politique du logement social, l'environnement, le tourisme, l'assainissement, le développement culturel et sportif, la politique enfance jeunesse.

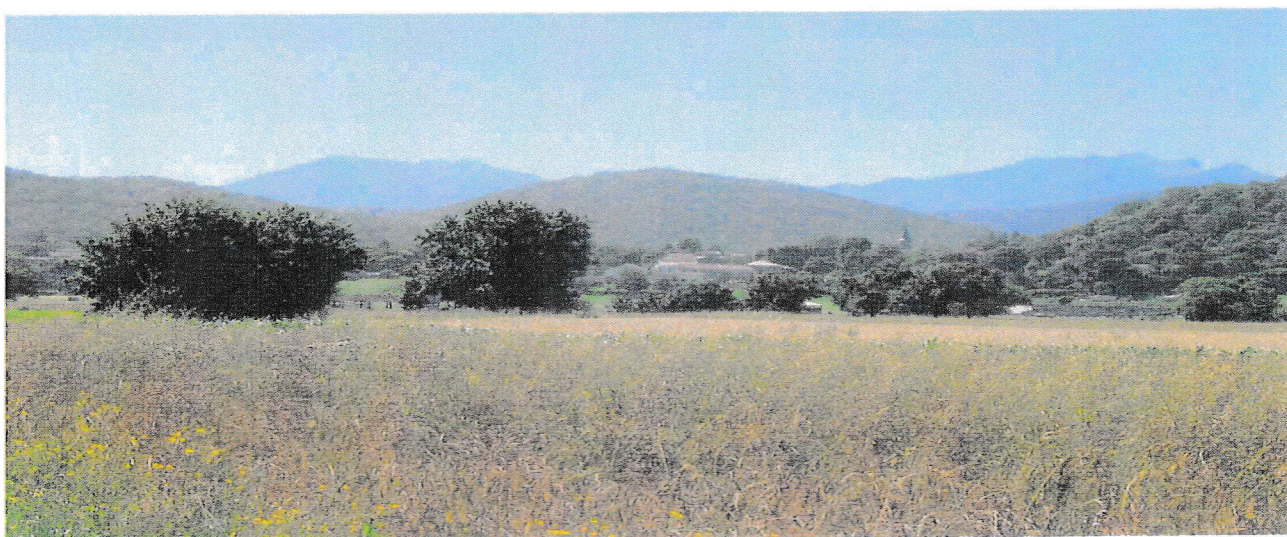
CIER DE RIVIÈRE est adhérent à plusieurs syndicats intercommunaux, le SIVOM du Haut Comminges (Transports scolaires, aide à domicile, voirie, chemin de randonnée, pour la collecte et le traitement des déchets et ordures ménagères), le Syndicat Départemental d'Electricité de la Haute-Garonne (pour le réseau électricité), le SDEA de SAINT-GAUDENS (l'entretien et réparation du réseau d'eau potable).

2. DESCRIPTION DU TERRITOIRE COMMUNAL

2.1 - LE PAYSAGE

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est installée au pied du pic de CARMONT et en bordure des PYRÉNÉES. Le paysage est composé d'une partie de la plaine de la GARONNE, traversé par le ruisseau de LONGARIÈGE.

Les paysages sont agricoles dans la plaine et forestiers dans le piémont, les premiers sommets du piémont se détachent nettement.



L'espace communal est marqué par la surface importante des forêts couvrant plus de la moitié du territoire (soit 525 ha). La commune possède une forêt de 174 ha, qui abrite une faune et des espèces végétales intéressantes. (ZNIEFF)

L'activité agricole dans la plaine de la Garonne est essentiellement tournée vers l'élevage et la polyculture, on note de plus, quelques parcelles viticoles (1 ha).



Le fond des vallées de la Caue et du Longariège, sont des espaces fermés par le relief et les boisements, s'ouvrant sur des prairies dédiées à élevage. Ces espaces ouvrent peu de perspective. Les sols sont constitués de formations alluviales.

A) Composition du paysage

a) La morphologie du territoire - Le relief et l'implantation des villages

- Le relief :

On note qu'il est constitué de trois unités morphologiques principales :

❖ La plaine alluviale de la Garonne

La plaine de la GARONNE, a une pente d'EST - SUD-EST. Elle est traversée par la D8. Elle est le lieu de la polyculture et de l'élevage.

❖ Les petites vallées du Longariège et de la Caue



concentre dans la vallée du LONGARIÈGE.

Le ruisseau de LONGARIÈGE prend sa source au pied du COL DE HOUTAREDE et traverse la commune du SUD au NORD-EST.

La vallée de la CAUE située à l'extrême SUD-EST du territoire. Ces petites vallées sont marquées par la présence de massifs forestiers ainsi que par une activité agricole de type élevage.

❖ Les massifs forestiers, espaces dominants du territoire communal

Le massif du CARMONT et les massifs du SUD dominent l'espace communal.

Entre les massifs du SUD de la commune passe le ruisseau de LONGARIÈGE.

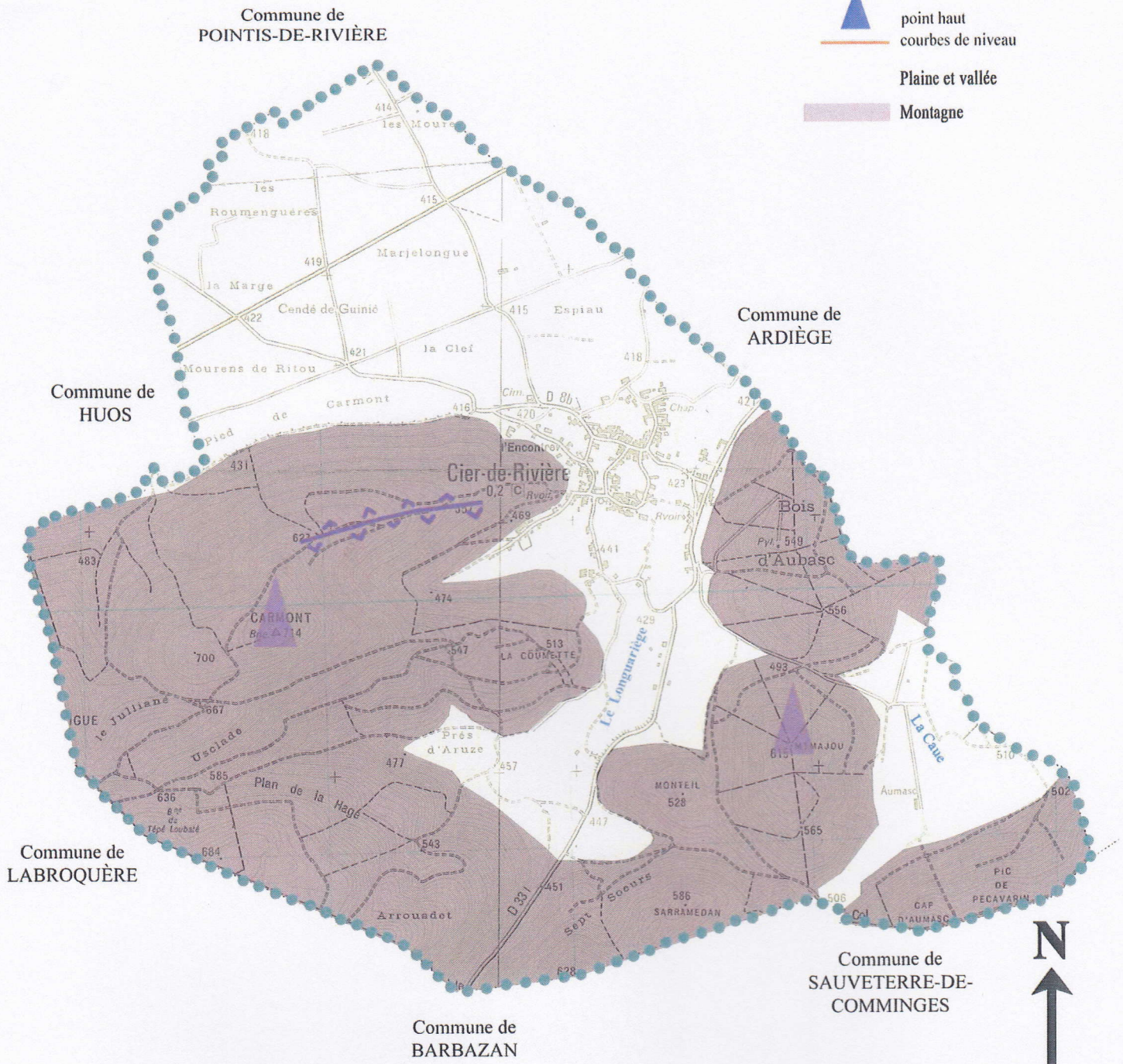
À l'extrême SUD-EST, au lieu dit "AUMASC", entre les massifs du Mt MAJOU, du PIC DE PECAVARIN et le CAP DE ROUZET (commune d'ARDIÈGE), s'écoule le ruisseau de la CAUE.



Voir Carte de la topographie

LEGENDE

- Périimètre communal
- TTTTT talus - rupture de pente
- ▲ ligne de crête
- ▲ point haut
- courbes de niveau
- Plaine et vallée
- Montagne



CIER-DE-RIVIÈRE

Carte Communale

Elaboration

TOPOGRAPHIE

- Les formes urbaines - La typologie des sites d'implantation de l'habitat :

Trois formes urbaines sont identifiables sur le territoire communal et sont réparties comme suit :

❖ Sous forme d'une urbanisation groupée :

Le Village : le village ancien historique et administratif

Le bourg originel était implanté autour de l'église, de la Mairie, du foyer rural, au

Les éléments marquants sur le point de vue du patrimoine architectural sont la Mairie, l'Eglise, la Chapelle de la Bienheureuse-Germaine, le Foyer Rural, la Statue de Notre-Dame de Lourdes, le Lavoir ainsi que de nombreuses bâtisses de caractères.

Dans le bourg, la constitution urbaine affirmée au travers de ses places (Place de la mairie, Place de l'église, Place du Foyer, Place de la Chapelle, Place du Lavoir, Place des Arriérés), de ses ruelles et des espaces d'accompagnement.

La vocation agricole des constructions a marqué l'aménagement du village, laissant place à des espaces enherbés utilisés pour l'élevage.

Photographie : l'Eglise de Cier de Riviere



❖ Sous forme d'une urbanisation discontinue ou étirée le long des voies
En dehors de la partie du village, la commune essentiellement résidentielle est constituée d'une urbanisation traditionnelle rénovée et de quelques constructions récentes.



CONCLUSIONS

Le territoire communal est essentiellement agricole et forestier.

La commune présente un mitage peu important dans les écarts.

Quelques constructions nouvelles se sont agglomérées au lieu dit « La Claou », « Le Maillo » et « Le Clouzet ».

b) Eléments naturels

❖ Le réseau hydrographique

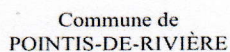
Deux ruisseaux coulent sur le territoire communal :

- "Le Longariège", ruisseau qui fait partie du bassin versant de la Garonne, prenant sa source au pied du Col de HOUNTAREDE.

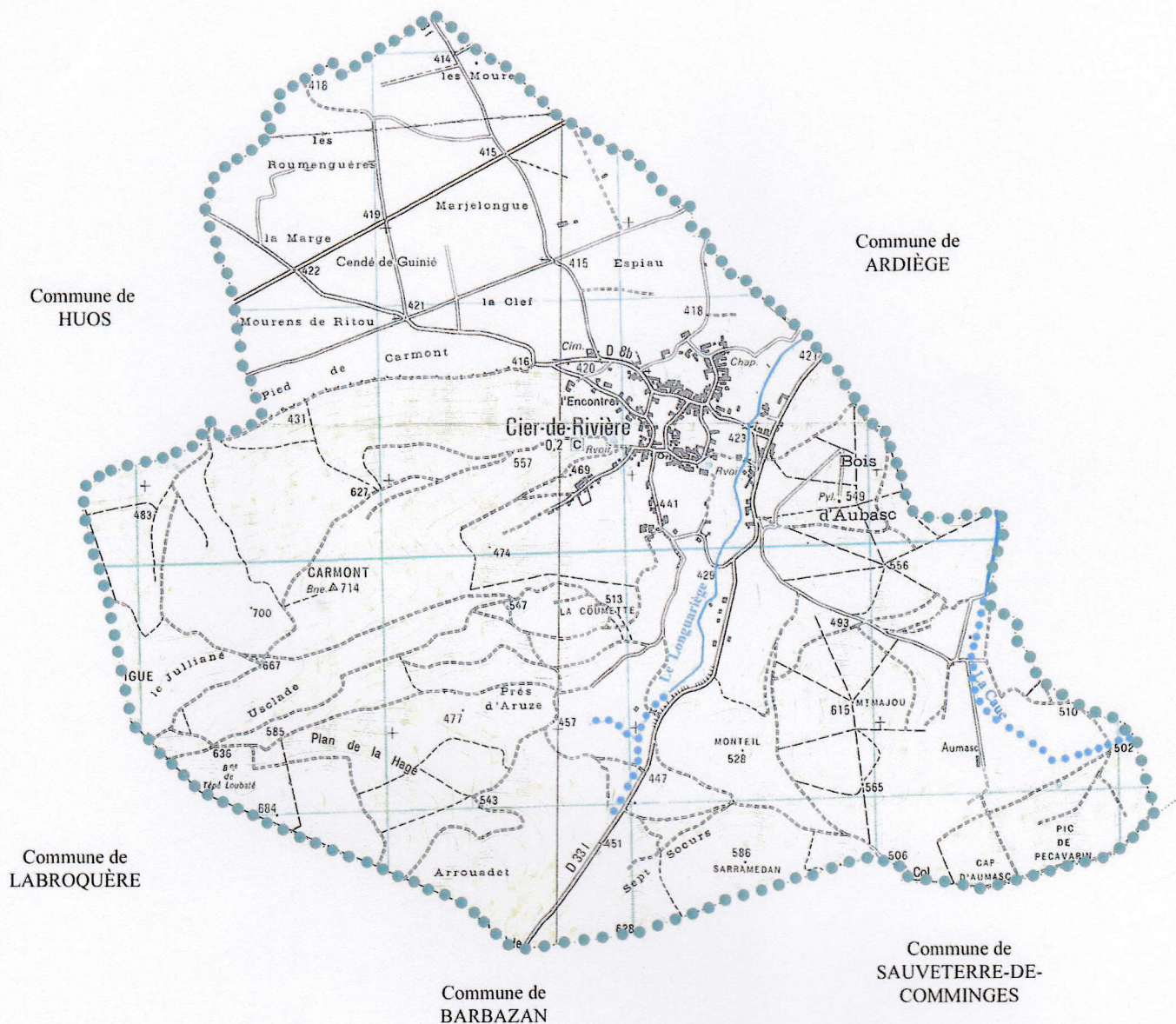
- Le ruisseau de "La Caue", affluent du Longariège, prend sa source au pied du Pic de PECAVARIN

La commune n'est pas concernée par les risques d'inondation.

Voir Carte de l'hydrographie



 Périimètre communal
 Cours d'eau
 Ruisseau



Carte Communale

Elaboration

RESEAU HYDROGRAPHIQUE

❖ La géologie et les sols

La commune est située dans une région géologique de la Garonne.
La commune présente un risque sismique faible (Zone Ib)

Les terrains sont argileux dans les coteaux et de type alluvionnaire dans les fonds de vallées.
La ressource en pierre a permis la réalisation de bon nombre de bâtiments.

La base de données sur les risques majeurs du ministère de l'environnement fait apparaître des arrêtés de catastrophes naturelles datant du 22 novembre 2005 pour les mouvements de terrains différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrains consécutifs au phénomène de retrait - gonflement des sols argileux a été prescrit sur le territoire de la commune de MAUREVILLE le 15 novembre 2004.

❖ Les sols et l'assainissement

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome, annexée au présent dossier fixe les types d'assainissements autonomes et les surfaces minimales des terrains dans les zones de constructions étudiées.

Hors de ces zones étudiées, une expertise géologique déterminera l'assainissement autonome adapté.

Le choix de la collectivité s'est orienté vers le maintien de l'assainissement autonome sur l'ensemble de son territoire.

Le relief du territoire rend difficile la réalisation de l'assainissement collectif sur le territoire communal.

CONCLUSIONS

Le relief vallonné avec ses points hauts permet l'émergence de perspectives visuelles intéressantes sur les diverses petites vallées et sur la vallée de la Garonne.

La commune ne présente pas de risque d'inondation. Il conviendra tout de même de ne pas développer de zones à urbaniser dans les bas-fonds à proximité immédiate du ruisseau de LONGARIÈGE.

La diversité des sols est prise en compte dans la carte d'aptitude à l'assainissement.

❖ Les boisements

Le taux de boisement est relativement fort.

Les boisements se concentrent essentiellement sur les massifs au Sud et au centre de la commune; Le Carmont, La Coumette, Plan de la Hage, Sarremedan, Cap d'Aumasc, Pic de Pecavarin, Monteil, Mont - Majou

Les pentes abruptes sont situées au SUD de la commune, le long de la D33I.

Il existe deux types de périmètre de protection pour les massifs boisés

▪ Une Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) qui recense deux zones naturelles répertoriées par la DIREN MIDI-PYRÉNÉES:

- sur le PIC CARMONT , s'étendant sur 13,18 ha, possédant un intérêt phytogéographique régional par la présence du Genet hérissé.
- Dans le BOIS DES SEPT SŒURS, s'étendant sur 9,27 ha et possédant un intérêt botanique départemental par la riche station de Lys martagon.

▪ Le réseau Natura 2000 qui recense "Les chaînons calcaires du Piémont Commingeois" sont inscrits dans le réseau Natura 2000. Sur la commune, les massifs concernés sont :

- Le PIC DE CARMONT
- Le PLAN DE HAGE
- Le MONT MAJOU
- MONTEIL
- SARRAMEDAN
- Le PIC DE PECAVARIN
- Le CAP D'AUMASC

❖ Les espaces verts, les arbres d'alignements :

Les jardins d'agrément, potagers et ou vergers sont présents dans la plupart des habitations.

La plupart du temps, des haies végétales ou des murets clôturent ces espaces privés.

Voir pages suivantes :

Carte des milieux et paysages

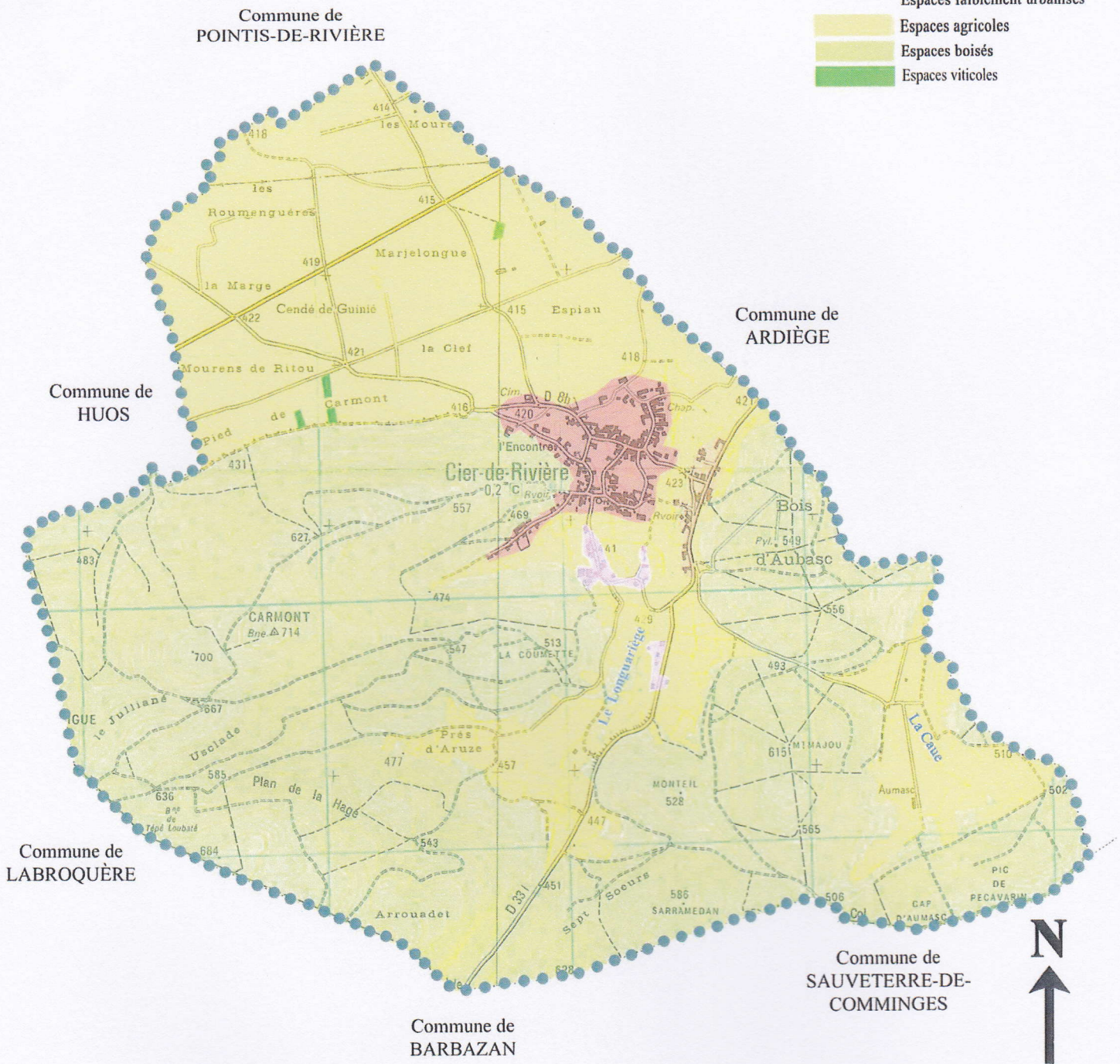
Carte Site Natura 2000

ZNIEFF Carmont

ZNIEFF Bois des Sept Soeurs

LEGENDE

- Périimètre communal
- Espaces fortement urbanisés
- Espaces moyennement urbanisés
- Espaces faiblement urbanisés
- Espaces agricoles
- Espaces boisés
- Espaces viticoles

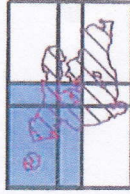


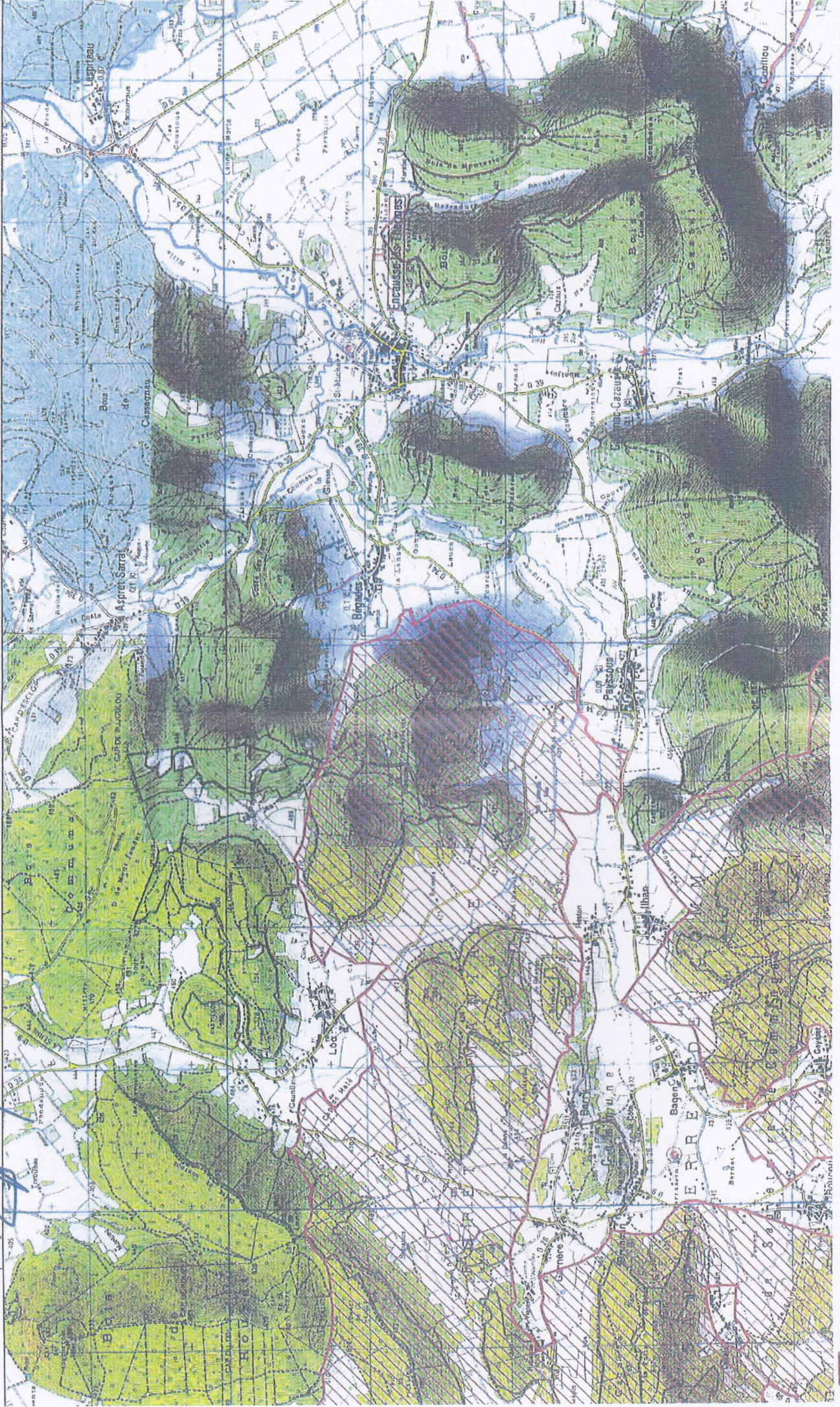
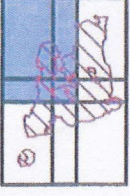
CIER-DE-RIVIÈRE

Carte Communale

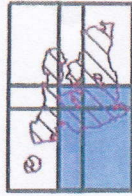
Elaboration

Milieux et paysages





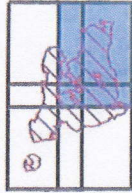
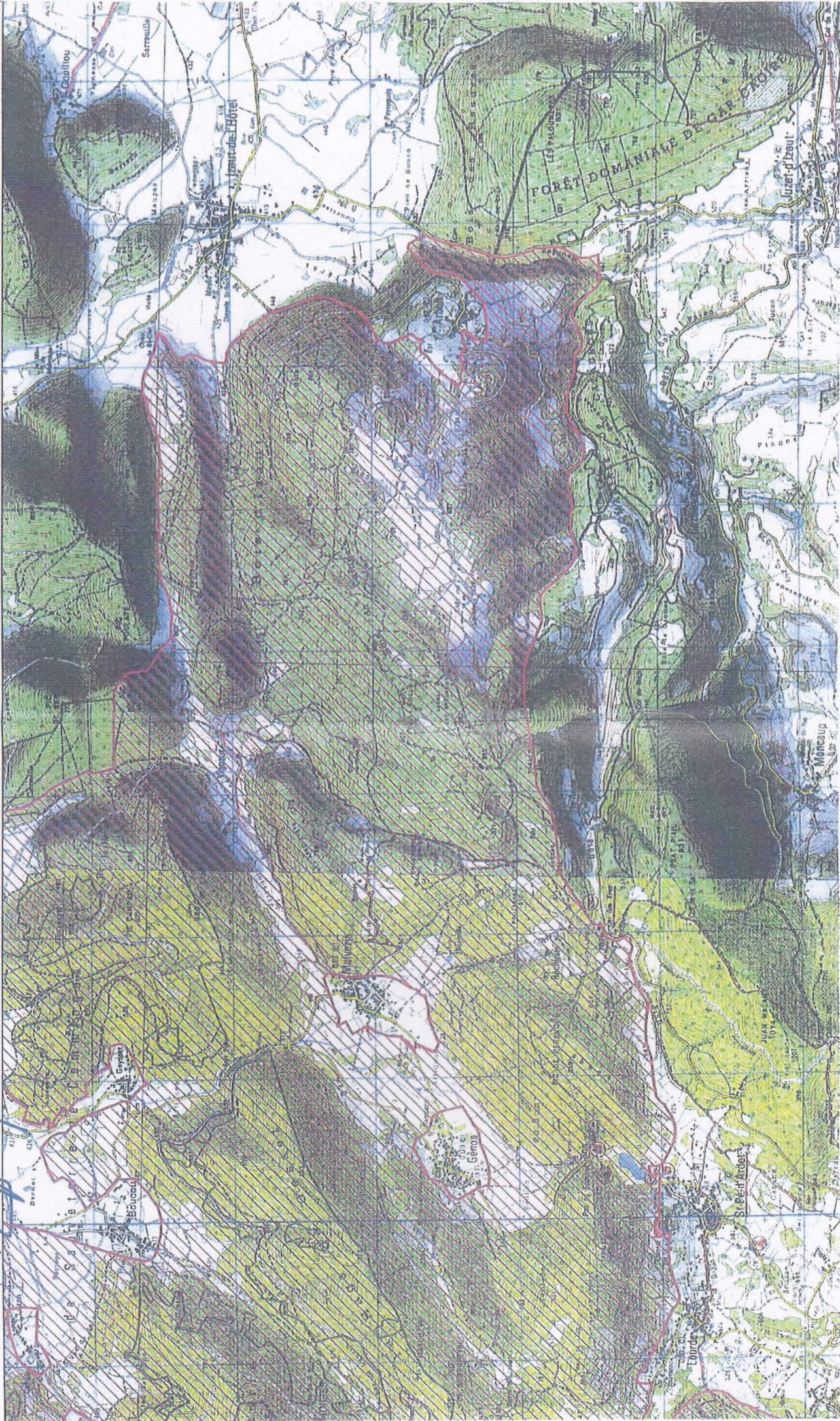
04 MAI 2007



SITE NATURA 2000 Chaînes calcaires du Piémont Commingois (ZSC)
 FR7300885 (Haute-Garonne)
 Carte au 1/25 000 (fong IGN scan 256) annexée à l'arrêté de désignation de la ZSC
 Signé le : **04 MAI 2007**

La ministre de l'éco

Nelly Olin



Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique
Type I
CARMONT

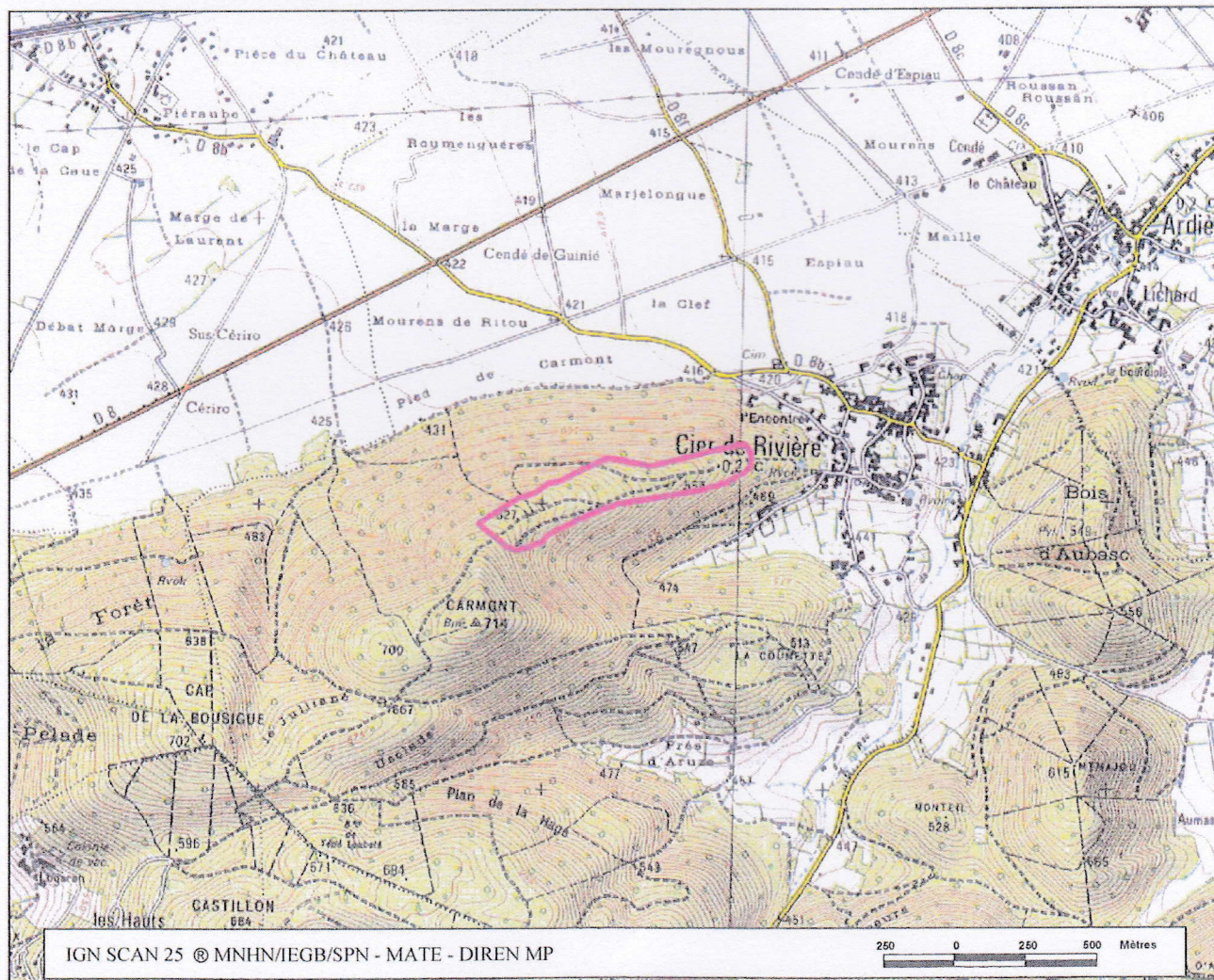
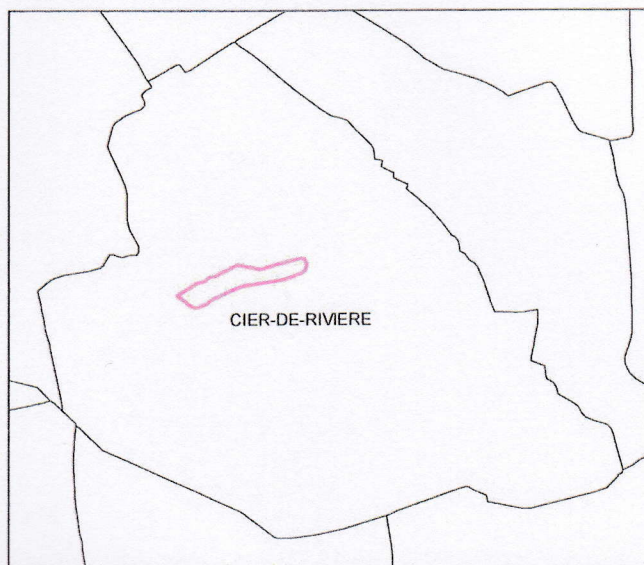
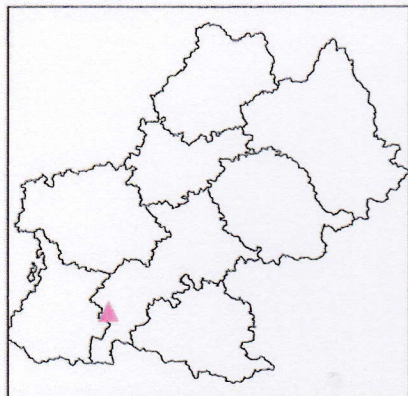
Code régional : 00000058

Code national : 730011040

Région(s) : MIDI-PYRÉNÉES

Département(s) : HAUTE-GARONNE

Commune(s) : CIER-DE-RIVIÈRE



Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

Type 1

Carmont



Accès à la fiche détaillée : <http://inpn.mnhn.fr/>

Commentaire général :

Intérêt phytogéographique régional: présence du Genet hérissé (*Echinospartum horridum*).

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique
 Type I
 BOIS DES SEPT SOEURS

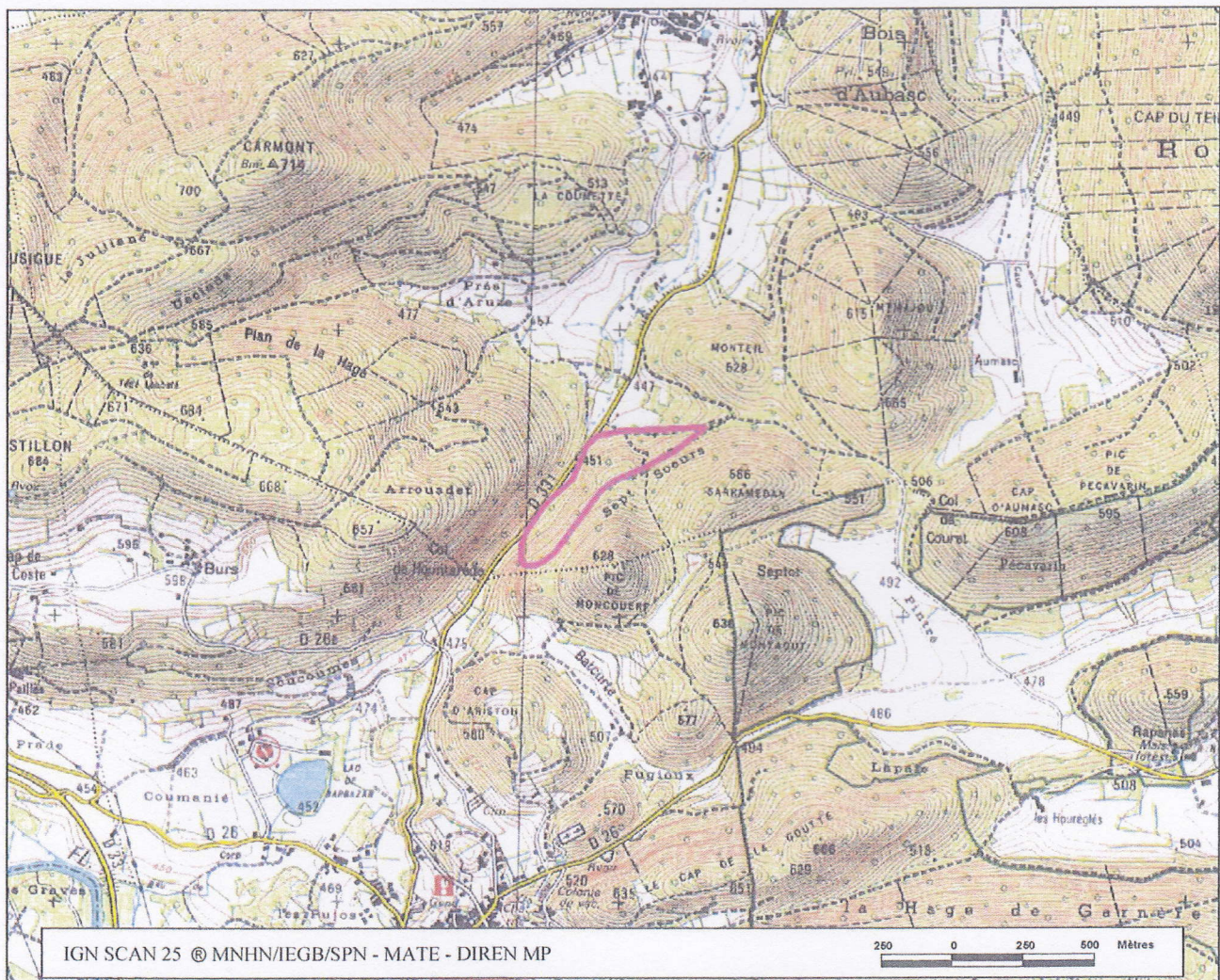
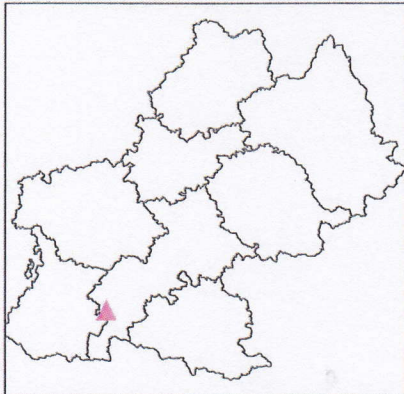
Code régional : 00000059

Code national : 730011041

Région(s) : MIDI-PYRÉNÉES

Département(s) : HAUTE-GARONNE

Commune(s) : CIER-DE-RIVIERE



c) Les éléments du patrimoine bâti et historique

La commune présente un patrimoine architectural de qualité, le nombre des bâtiments remarquables de caractère est conséquent.

Les sites de qualité et les bâtiments remarquables ont été recensés :

- a) La mairie et ses écoles.
- b) L'église
- c) La chapelle de la BIENHEUREUSE-SAINTE-GERMAINE.
- d) La statue de NOTRE-DAME-DE-LOURDES.
- e) La chapelle SAINT-JEAN.
- f) L'ancien couvent, ancienne école des filles
- g) L'ancien presbytère.
- h) La statue de Marianne.
- i) Le lavoir.
- j) Le foyer rural populaire

Quelques bâtisses rurales traditionnelles sont présentes sur le territoire en dehors du village.

Les bâtiments publics sont bien entretenus: la mairie, le foyer, l'église.

La pierre est présente, souvent enduite ou apparente, en composition de façades.

La pierre et le galet constituent des éléments essentiels de la construction des bâtiments anciens.

Les toitures des bâtiments traditionnels sont en tuile canal.

Les ouvertures traditionnelles sont rectangulaires, plus hautes que larges, leurs encadrements sont d'une façon générale en pierre et quelques linteaux en bois.

La pérennité des bâtiments agricoles a été assurée d'une façon générale par leur réhabilitation en habitat.

Le patrimoine architectural, d'une façon générale est bien conservé.

Voir pages suivantes :

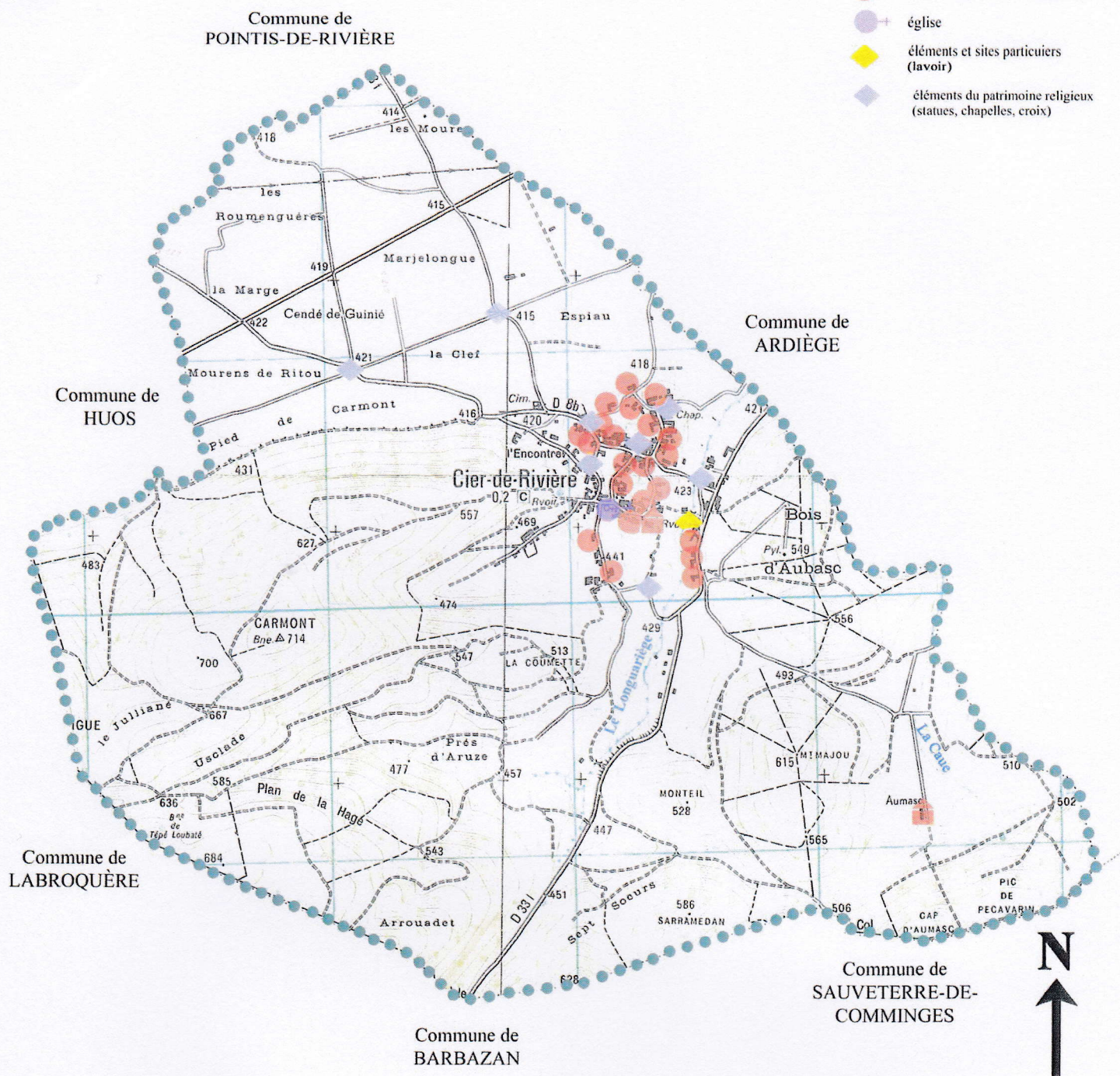
Carte des éléments du paysage

Photos : Le patrimoine architectural

Photos : Le patrimoine traditionnel –le paysage

LEGENDE

- Périimètre communal
- ▲ bâtiments remarquables
- ancien habitat rural traditionnel
- ✚ église
- ◆ éléments et sites particuliers (lavoir)
- ◆ éléments du patrimoine religieux (statues, chapelles, croix)



CIER-DE-RIVIÈRE

Carte Communale

Elaboration

ELEMENTS DU PAYSAGE

LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL

ETAT ACTUEL

Un patrimoine architectural de grande qualité :

- l'église au cœur du village

le village est constitué par d'anciens bâtiments agricoles regroupés avec des parcelles de prairies attirant leur anciennes vocations. Cela donne un tissu urbain dans l'ensemble assez aéré.

- quelques belles demeures, sûrement en relation avec le niveau social de leurs anciens propriétaires.

La présence d'espaces verts arborés soit sous forme de parcs ou d'espaces publics contribue à donner une impression de calme et sérénité.

La pierre est par essence le matériau traditionnel de construction, directement disponible. Elle sert non seulement à la construction mais à l'édification des clôtures. Elle est souvent masquée par des enduits.

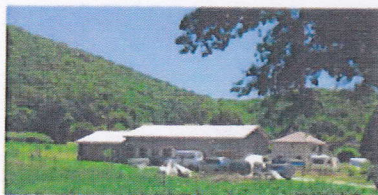
ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT

Préserver la qualité du bâti existant et son cadre paysager de caractère, notamment au village et l'aménagement des abords.

Protéger les perspectives visuelles du village vers la plaine de LA GARONNE

en définissant judicieusement la localisation des zones bâties.

Préserver la qualité du tissu urbain en conservant des zones non affectées à la construction.



Nouvelle construction au bord du LONGARIÈGE



Maison récente au lieu dit "LAS VIGNES"



Maisons récentes, limitrophes d'ARDIÈGE



Bâtisse traditionnelle de caractère au village



Bâtisse traditionnelle au lieu dit "LANGLADÈ"



Bâtisse néo traditionnelle réhabilitée



Bâtisse traditionnelle à côté de la Mairie



La Mairie, bâtiment remarquable



Bâtisse traditionnelle au lieu dit "LA TAULE"



Bâtisse traditionnelle dans la vallée du LONGARIÈGE



Bâtisse traditionnelle rénovée à côté du Lavoir



Bâtisse traditionnelle au lieu dit "LE PLAN"



Ferme remarquable au lieu dit "AUMASC"



Bâtisse remarquable rénovée au lieu dit "LE BIÉ"

C
I
E
R

D
E

R
I
V
I
E
R
E

ETAT ACTUEL

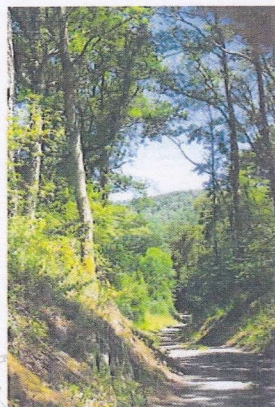
Un habitat rural traditionnel de qualité, pour la plupart rénové
regroupé principalement sur le village
Quelques éléments remarquables du "petit patrimoine et du patrimoine religieux"
sont présents sur la commune:
un lavoir, des chapelles, des statues religieuses, des croix.
Des éléments du paysage de qualité :
des chemins communaux arborés, une vue sur la plaine participant au cadre de vie.

ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT

Identifier les éléments participant au paysage bâti,
Préserver le petit patrimoine,
Permettre la valorisation du patrimoine architectural.



Chapelle Sainte Germaine au coeur du village



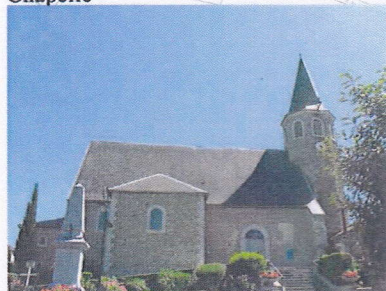
Chemin communal desservant
le lieu dit "Aumasc"



Espace vert communal



Chapelle



Eglise de Cier de Rivière



Croix située au croisement de chemin



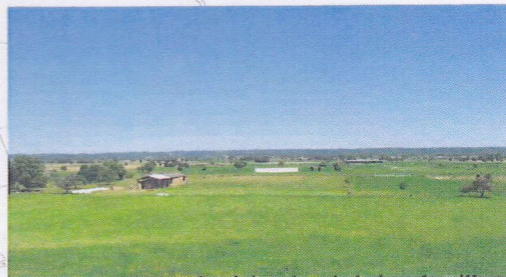
Foyer Populaire Rural



banc à la croisée des chemins



chemin communal arboré



Vue sur la plaine depuis le bas du village



C
I
E
R

D
E

R
I
V
I
E
R
E

d) L'histoire

L'histoire de CIER-DE-RIVIÈRE est rappelée à travers le patrimoine architectural, elle est relatée dans le livre " LE PATRIMOINE DES COMMUNES DE LA HAUTE GARONNE " édité aux Editions FLOHIC.

Les deux pages illustrées suivantes en sont extraites.

- Les sites archéologiques.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles - le Service Régional de l'Archéologie n'a recensé à ce jour aucun site archéologique sur le territoire communal de CIER-DE-RIVIÈRE:

Voir pages suivantes :

Extrait - page 331 "LE PATRIMOINE DES COMMUNES DE LA HAUTE GARONNE "

Extrait - page 332 "LE PATRIMOINE DES COMMUNES DE LA HAUTE GARONNE "

Cier-de-Rivière

Canton de Barbazan
Arrondissement de Saint-Gaudens
Superficie : 930 ha
Population 1999 : 250 hab.
Habitants : les Ciérais
Cours d'eau : le Longuariège

Origine du nom : celle de Cier est non élucidée, et Rivière désigne le pays de Rivière.

HISTORIQUE

Des traces d'une présence humaine à l'époque gallo-romaine ont été mises au jour. En 1280, une charte commune à Huos et à Pointis régit les coutumes. Le prieuré est établi au lieu-dit Aruse et disparaît au XIV^e siècle. Cier-de-Rivière fait partie de la châtellenie du Pointis qui s'éteint vers 1470. À cette époque, le pays environnant est affecté au gouvernement de Guyenne, mais seuls onze villages, dont Cier, sont rattachés au gouvernement de Languedoc. Ils forment sept enclaves, dont l'ensemble constitue le petit Comminges. Le village vit aujourd'hui des exploitations forestières, des cultures de céréales et de l'élevage de bovins et de porcins.

VIERGE À L'ENFANT

XVIII^e siècle

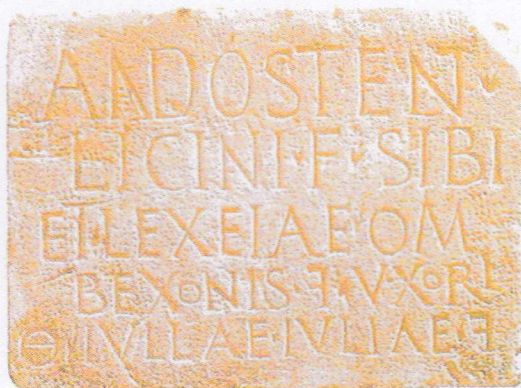
Bois polychrome et doré (H. : 80 cm)

Église

31050502



La particularité de cette statue réside dans le fait que les têtes de la Vierge et du Christ portent chacune une couronne de forme identique, détachée de la sculpture elle-même.



ÉPITAPHE D'ANDOSTEN

Entre le I^{er} et le V^e siècle

Marbre (28 x 38 cm)

Musée Saint-Raymond,

Toulouse

31050504

Cette plaque a été retrouvée dans le village et transportée au musée de Toulouse en 1825.

Cénac-Moncaut donne, en 1856, la traduction de l'inscription : « Andosten, fils de Licinus, pour lui et pour Lexeia, fille d'Ombexon, sa femme, et pour Julia, fille de Julia ». Il s'agit donc d'une pierre tombale et non d'une dédicace à un dieu, comme il en existe beaucoup dans la région.



NOTRE-DAME DE LOURDES
1881

Fonte

Chemin du Pasquet 31050503

Cette statue est probablement érigée en action de grâce par une famille de la paroisse. La dévotion à la Vierge est particulièrement fervente à Cier-de-Rivière pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. En 1844, l'abbé Omer Bernadet, alors curé de la paroisse, établit le

CHAPELLE
DE LA BIENHEUREUSE-GERMAINE
1857

Calcaire et crépi 31050501

Cette chapelle est dédiée, au moment de sa construction, non pas à une sainte, mais à une bienheureuse. Germaine Cousin, bergère de Pibrac, est béatifiée par Pie IX le 7 mai 1854, puis canonisée en 1867. En 1855, une épidémie de choléra fait de nombreux ravages dans le Comminges. C'est en souvenir de cette période, appelée « Mortalité », que l'abbé Omer Bernadet édifie ce sanctuaire. La chapelle est inaugurée le 21 juin 1857 par le père Sourrieu.

rosaire vivant qui est une association paroissiale pour le culte de la Vierge. En 1866, il crée la congrégation

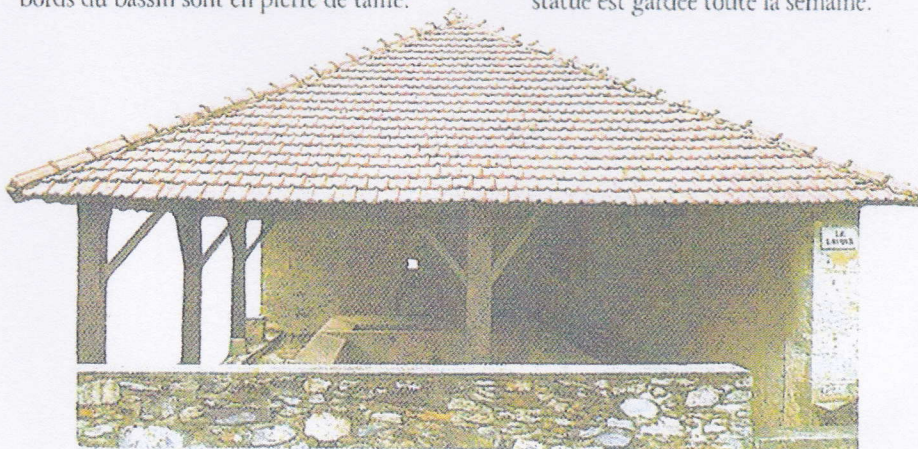


LAVOIR
1879

Calcaire 31050505

Ce lavoir est construit à l'initiative de Cazaux, alors maire de la localité. Il était alimenté par les eaux du ruisseau de Longariège, qui traverse le village. Le système d'aménage et d'évacuation reste visible. Le bassin rectangulaire comporte deux parties, respectivement réservées au lavage et au rinçage. Les bords du bassin sont en pierre de taille.

des Enfants de Marie. En 1878, le père Joseph, religieux olivétain de Saint-Bertrand-de-Comminges, institue une tradition particulière : tous les dimanches, les congréganistes transportent en procession une madone dans la maison de l'une d'entre elles, où la statue est gardée toute la semaine.



3. L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE

Cette étude s'appuie sur des informations recueillies dans la commune, en Mairie de CIER-DE-RIVIÈRE, ainsi que sur des sources statistiques (*INSEE recensement 1999* et enquête INSEE 2006).

3.1 La population

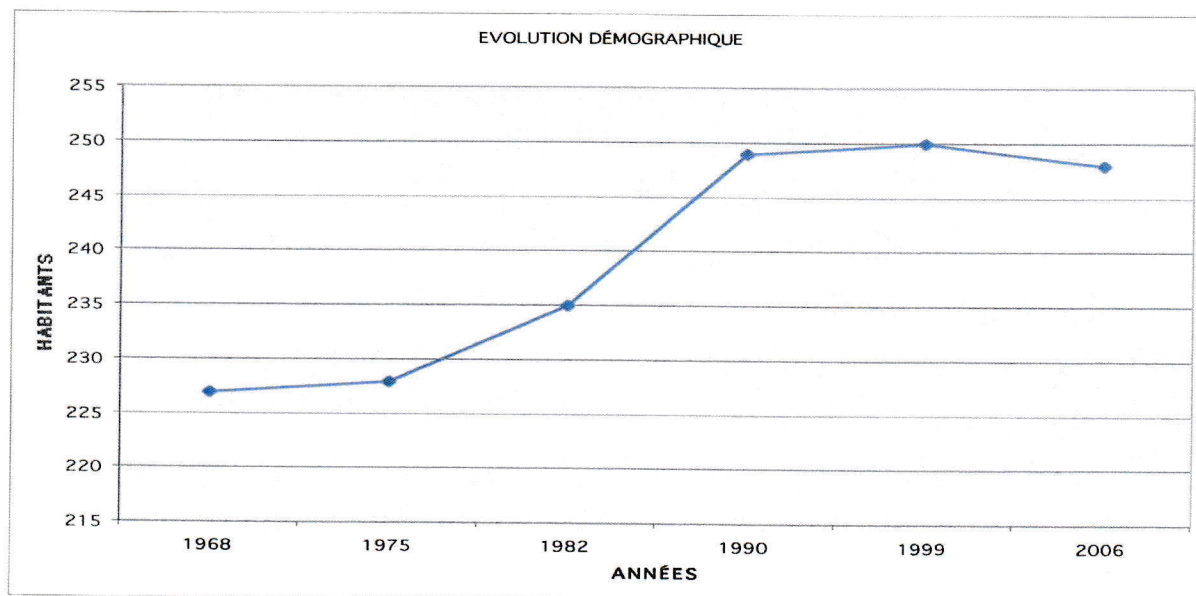
Evolution de la population					
	1968	1975	1982	1990	1999
Population sans doubles comptes	227	228	235	249	250

La population de la commune était de 250 habitants au recensement 1999. Elle est de 248 habitants en 2006, estimation INSEE.

La densité moyenne d'habitant au km² est relativement faible soit 27 hab/km² (INSEE 1999).

Entre 1982 et 1990, la commune de CIER-DE-RIVIÈRE voit sa population faiblement augmenter, avec un taux d'évolution démographique global (moyennes annuelles) égal à +0,74% par an.

Entre 1990 et 1999, il y a un ralentissement de cette évolution, le taux global démographique



n'atteignant à peine 0,04%.

On peut néanmoins retenir que globalement sur la période 1968 à 2006, la croissance démographique est de 0,02% par an.

De 1975 à 2006, la population est passée de 228 personnes à 248 personnes.

La "stagnation" démographique depuis 1999 s'explique par un blocage des certificats d'urbanisme de la part des services de l'état. Ce qui explique, la diminution démographique de 0,8 % pour la période 1999-2006, car les décès l'emportent sur les nouveaux arrivants.

4. LE LOGEMENT - LA CONSTRUCTION

La commune compte 157 logements au recensement de l'INSEE en 2006 et ne comptait que 152 logements en 1999.

L'analyse de la construction sur la commune, à partir des données communales, sur une période de 7 ans entre 1999 et 2006 révèle que 5 logements supplémentaires ont été créés. La moyenne annuelle du nombre d'habitation sur la période 1999 - 2006 était de 0,5 logements par an.

Le parc est essentiellement privé et est constitué à 96,3% de logements individuels. Il faut noter une faible présence de 3,7 % de logements en immeuble collectif.

Une forte proportion de 68,8% par rapport à l'ensemble des logements est constituée par des résidences principales, seulement 24,2 % sont des résidences secondaires et 7% sont des logements vacants.

Il faut noter également qu'il n'y a pas de logements HLM.

Catégories de logements			Parc des résidences principales		
	2006	1999		2006	1999
Ensemble des logements	157	152	Ensemble des résidences principales	108	101
Résidences principales	108	101	dont		
Part dans l'ensemble des logements (%)	68,8	66,4	- part des maisons (%)	96,3	96,0
Résidences secondaires et logements occasionnels	38	42	- part des appartements (%)	3,7	3,0
Logements vacants	11	9			

Sources : Insee. Enquête annuelle de recensement 2006
RP99 - Exploitations principales

Le parc de logements est relativement ancien, le nombre de nouveaux logements ayant évolué depuis 1975 :

- datant d'après 1990 pour 4% des logements (considérés comme logements récents)
- datant entre 1989 et 1975 pour 13,9 % des logements (considérés comme logements relativement récents)
- datant entre 1975 et 1949 pour 9,9 % des logements (considérés comme logements relativement anciens)
- datant avant 1949 pour 72,3 % des logements (considérés comme logements relativement anciens)

D'après les estimations établies à partir des données communales, le parc de logements datant entre 1999 et 2006 est de 5 logements nouveaux recensés.

D'après l'enquête INSEE 2006, les logements en résidence principale sont relativement grands, d'environ 5 pièces et plus, dans plus de 80% des cas.

La majeure partie des logements respecte les normes du confort moderne dont le chauffage central, salle de bains, salle d'eau et garage.

Le nombre moyen d'occupants par logement est de 3,2 habitants par logement en 1999, il était de 2,8 habitants par logement en 1990.

Les occupants des logements en résidence principale sont essentiellement propriétaires dans 76,9 % des cas, avec une évolution de 4,6% entre 1999 et 2006. Le nombre de locataires ne représentant 19,4% des occupants de logements augmente néanmoins de 3,6% dans le même temps. Ces logements locatifs étant des logements non HLM et des logements gratuits.

5. LA POPULATION ACTIVE ET L'EMPLOI

En 1999, la population active totale était de 123 soit 49,2 % soit 55,3 % d'hommes et 44,7 % de femmes de la population active totale.

En 2006, la population active totale représente 111 personnes soit 44,8 % de la population totale.

La population active totale a diminué de 9,75 % soit 12 personnes en moins.

Type d'activité	Population active	
	2006	1999
Population	248	250
Actifs	111	123
Actifs occupés (%)	42,3	42,0
Chômeurs (%)	2,4	7,2
Inactifs	137	127
Retraités ou pré-retraités (%)	29,0	25,6
Elèves, étudiants, stagiaires non rémunérés (%)	5,6	7,2
Autres inactifs (%)	20,6	18,0

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2006
RP99 - Exploitations principales

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2006
RP99 - Exploitations principales

De 1999 à 2006, le nombre de personnes ayant un emploi est à diminuer de 0,95 %, passant de 105 à 104 personnes soit 93,7 % de la population active totale.

Le taux de chômage global est relativement faible, il était de l'ordre de 14,6 % en 1999 et de 5,5 % en 2006, soit une diminution de 62,3 % en 7 ans.

Entre 1990 et 1999, le nombre de chômeurs a globalement augmenté de 38,5 %. Le taux de chômage a augmenté chez les hommes de 300 % alors que, chez les femmes, il a diminué de 9,1 %.

Population active totale						
	1999			Evolution de 1990 à 1999		
	Ensemble	Ayant un emploi	Chômeurs	Ensemble	Ayant un emploi	Chômeurs
Ensemble	123	85,4 %	14,6 %	19,4 %	22,1 %	38,5 %
de 15 à 24 ans	6	83,3 %	16,7 %	-50,0 %	150,0 %	-83,3 %
de 25 à 49 ans	84	84,5 %	15,5 %	15,1 %	4,4 %	160,0 %
de 50 ans ou plus	33	87,9 %	12,1 %	83,3 %	81,3 %	100,0 %
Hommes	68	88,2 %	11,8 %	28,3 %	27,7 %	300,0 %
Femmes	55	81,8 %	18,2 %	10,0 %	15,4 %	-9,1 %

Sources :

INSEE, Recensement de la population de 1990, exploitation exhaustive

INSEE, Recensement de la population de 1999, exploitation principale

En 1999, parmi la population active ayant un emploi, 17,9 % exercent une profession non salariée (indépendants, employeurs ou aides familiaux) et 67,5 % sont salariées.

Parmi la population active ayant un emploi, 11,4 % travaillent dans la commune.

Parmi cette population active, 88,6 % des personnes vont travailler à l'extérieur dont près de 76,2 % dans le département, SAINT-GAUDENS et Le COMMINGES et 12,4 % hors département.

Ce phénomène marque la très forte attractivité de SAINT-GAUDENS.

En 1999, Les catégories socioprofessionnelles représentées dans la population active de 15 ans ou plus ayant un emploi:

- Ouvriers	17,85%
- Employés	21,4%
- Professions intermédiaires	25%
- Agriculteurs	3,6%
- Cadres, Prof. intellectuelles, supérieures	14,3%
- Artisans, commerçants	17,85%

A la dernière enquête INSEE de 2006, la commune comptait une forte proportion de retraités soit 29% et de personnes sans activités professionnelles 20,6% soit au total une population inactive de près de 50% de la population de 15 ans ou plus.

L'activité économique et l'emploi

La commune compte 5 entreprises et artisans sur son territoire :

- a) 1 entreprise d'électricité et plâtrerie,
- b) 1 société de créatrice de site internet (webmaster),
- c) 1 entreprise de photographie aérienne. (Société Aerophotos Pyrénées)
- d) 1 entreprise d'espace vert (jardinier paysagiste)
- e) 1 entreprise de bâtiment

La commune emploie 1 salariés dont 1 au secrétariat de la mairie.

Le commerce, l'artisanat et les services sont peu présents.

Les habitants se déplacent vers BARBAZAN, SAINT GAUDENS ou TARBES pour avoir accès aux commerces et aux services, avec un temps d'accès de 10 à 40 minutes.

CONCLUSIONS

La commune constitue actuellement une très légère attractivité. Le parc immobilier est essentiellement privé avec des occupants propriétaires de maisons individuelles de type traditionnelle

Le faible nombre d'équipements publics, de services ou de commerces de proximité, et l'absence de desserte par des transports en commun à fréquence acceptable compromettent toute implantation d'habitat social.

L'activité économique et commerciale de la commune est relativement faible. L'activité agricole fournie peu d'emploi mais a une forte importance sur la commune est minoritaire sur la commune. La grande majorité de la population active travaille en tant que salarié hors de la commune est dans l'agglomération toulousaine.

6. L'ACTIVITE AGRICOLE

DIAGNOSTIC AGRICOLE - COMMUNE DE CIER-DE-RIVIÈRE

Dans le cadre de l'élaboration de la Carte Communale de la commune de CIER-DE-RIVIÈRE, les données disponibles issues du Recensement Agricole AGRESTE 2008 sont les suivantes :

Département : **HAUTE-GARONNE**
Commune : **CIER-DE-RIVIERE**

Nombre d'exploitations	8
dont nombre d'exploitations professionnelles	0
Nombre de chefs d'exploitation et de coexploitants	8
Nombre d'actifs familiaux sur les exploitations	10
Nombre total d'actifs sur les exploitations (en UTA, équivalent temps plein)	7
Superficie agricole utilisée des exploitations (ha)	167
Terres labourables (ha)	88
Superficie toujours en herbe (ha)	78
Nombre total de vaches	116
Rappel : Nombre d'exploitations en 1988	15

source : <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

6.1 Activité agricole

A - structure des exploitations recensées

L'activité agricole occupe la totalité de la superficie agricole utilisable de la commune. La SAU ne représente que 167ha sur les 925ha de la commune. Le boisement représentant à lui seule, plus de la moitié de la surface communale soit 525ha.

La plus grosse exploitation représente une quarantaine d'hectares.

On note que les exploitations ont fortement diminué depuis 1988, passant de 15 à 8.

Ainsi, les agriculteurs sont en effet moins nombreux mais encore très présents sur la commune et beaucoup plus productifs qu'auparavant.

L'activité agricole de CIER DE RIVIÈRE est importante pour la commune.

B- Les productions

Productions végétales

La production céréalière représente environ la moitié de la SAU.

Cette production est parfois orientée vers l'autoconsommation pour l'élevage.

Production animales

L'activité d'élevage représente l'essentiel de l'activité agricole de la commune, soit 116 vaches sur une superficie en herbe de 78 ha. D'après les données fournies par la commune, il y aurait 224 bovins sur la communes. Ce qui représente un chargement d'environ 1,5 UGB/ha.

Les cultures fourragères et les prairies permanentes associées à ses modes de production restent présentes dans le paysage de la commune. On ne recense que deux sites importants d'exploitation bovine.

Quelques aspects réglementaires :

La loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 et la loi SRU du 13/12/2000 ont entériné le principe de réciprocité, soit l'interdiction pour un tiers de construire à moins de 50 m d'un bâtiment d'élevage soumis au RSD et à moins de 100 m d'une installation classée. Ce principe de réciprocité a été inscrit au Code Rural (article L 11-3).

6.2 Analyse et tableaux statistiques

A- Evolution du nombre d'exploitations et de la S.A.U.

Le nombre d'exploitation était de 15 en 1988 et passe à 8 en 2008 d'après le recensement de l'AGRESTE. D'après les données communale, il y aurait essentiellement 5 familles exploitantes sur la commune.

Le zonage de la carte communale tient compte de la localisation des bâtiments agricoles recensés

Les activités agro-touristiques sont inexistantes sur la commune.

CONCLUSIONS

L'activité agricole de la commune est nettement orientée vers. Les orientations d'urbanisme retenues par la commune doivent tenir compte de ces spécificités de l'activité agricole, forte utilisatrice d'espace.

Dans le souci d'éviter tout conflit de voisinage, mais aussi de faciliter les activités de productions végétales et bovines, l'urbanisation nouvelle devra éviter de se faire à proximité immédiate de ces installations. L'urbanisation devra être programmée de préférence en continuation des zones urbanisées existantes.

Ainsi même si le développement urbain apparaît nécessaire dans un contexte d'expansion, les orientations d'urbanisme doivent être prises en prenant en compte la vocation agricole de la commune. La carte communale pour cette raison vise à préserver l'activité agricole afin d'éviter le déséquilibre environnemental, la détérioration des paysages, et de la qualité de vie des habitants.



LEGENDE

- Espaces fortement urbanisés
- Espaces moyennement urbanisés
- Espaces faiblement urbanisés
- Espaces agricoles
- Espaces boisés
- Espaces viticoles
- Exploitations agricoles

Commune de
POINTIS-DE-RIVIÈRE

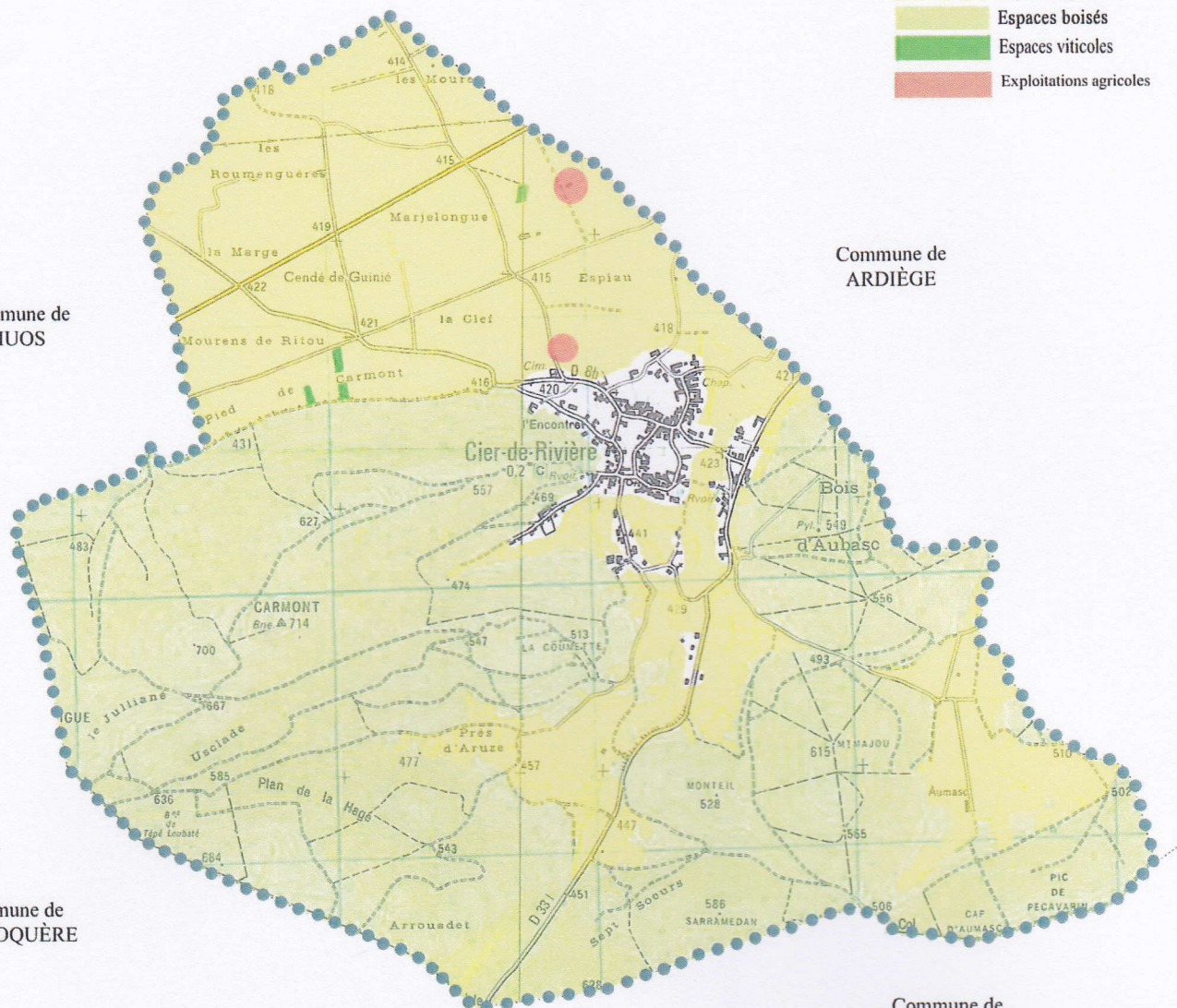
Commune de
ARDIÈGE

Commune de
HUOS

Commune de
LABROQUÈRE

Commune de
BARBAZAN

Commune de
SAUVETERRE-DE-
COMMINGES



CIER-DE-RIVIÈRE

Carte Communale Elaboration

DIAGNOSTIC AGRICOLE

7. LES EQUIPEMENTS ET SERVICES.

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est peu dotée de services et d'équipements publics.

❖ Les équipements généraux

Sont recensés sur le territoire communal :

- a) la Mairie
- b) l'école
- c) l'église
- d) le cimetière
- e) le foyer rural
- f) le boulodrome

❖ Les équipements scolaires

Il y a qu'une école sur la commune, les enfants sont orientés vers MONTRÉJEAU pour le collège et SAINT-GAUDENS ou GOURDAN-POLIGNAN pour le lycée.

Un ramassage scolaire est assuré par les bus du CONSEIL GENERAL, il existe un regroupement scolaire pour l'école maternelle avec la commune de ARDIÈGE, HUOS et MARTRES DE RIVIÈRE.

❖ Les équipements ou services sanitaires et sociaux

Aucun.

❖ Les équipements sportifs et de loisirs

Les équipements sportifs et de loisirs sont quasi inexistants sur la commune hormis la présence d'un boulodrome et du terrain de football.

❖ Les équipements culturels

La commune est assez mal pourvue en locaux sociaux éducatifs. Elle a néanmoins :

- a) une salle des fêtes (foyer rural)
- b) l'église et le village, patrimoine historique et curiosité touristique

❖ Les associations

Quelques associations sont présentes sur la commune :

La Boule Céroise

❖ Ramassage des ordures ménagères et l'élimination des déchets

LES ORDURES MENAGERES

Les collectes des ordures ménagères sont effectuées par du SIVOM du Haut Comminges.

La commune de CIER DE RIVIERE est comprise dans la zone 3 dans le regroupement des structures intercommunales pour le traitement des déchets.

La commune est équipée de conteneurs, avec points de tris.

La collecte du verre et des plastiques et des piles usagées est effectuée par mise en place de conteneurs spécialisés en 1 point de tri au lieu-dit "L'Encontre".

LES ENCOMBRANTS - LES DECHETS VERTS - LES GRAVATS

Un site de déchetterie est à la disposition des habitants de la commune sur présentation d'un justificatif de domicile à HUOS (ouverte du lundi au samedi de 9h à 12H30) ou à IZAOURT (ouverture du lundi au samedi de 14h à 17h30).

LE TRI SELECTIF

Le système de tri sélectif des ordures est mis en place par conteneurs spécialisés au point de tri (verre, plastique, papier) au lieu dit " L'Encontre" le long de la D8b.

La mise en place d'un système de tri sélectif des déchets s'inscrit dans une logique globale de valorisation des déchets ménagers et de protection de l'environnement, en conformité avec la législation relative à l'élimination de déchets ménagers.

CONCLUSIONS

Des bâtiments ou équipements scolaires, sportifs, culturels, socio-éducatifs sont peu présents sur la commune, qui fonctionne avec d'autres écoles sur des communes voisines.

L'activité commerciale et de services de proximité est très faible, cependant les villes très, proche de SAINT- GAUDENS ou de MONTRÉJEAU, permettent l'accès aux commerces.

Le CARTE COMMUNALE doit permettre d'assurer le développement de ces services et équipements afin d'accueillir une population nouvelle, en adéquation avec les réseaux existants ou à créer.

8. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.

Les servitudes d'utilité publique sont répertoriées dans les « annexes servitudes d'utilité publique » de la carte communale. Elles soumettent le mode et l'occupation du territoire à des conditions particulières et sont reprises ci-dessous.

Les bois doivent demeurer strictement protégés par inscription en espaces boisés classés.

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est concernée par deux servitudes d'utilité publique :

a) AS1 - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales :

Périmètre de protection de la source de la Loubère.

Arrêté Préfectoral du 27 novembre 2001

Service localement responsable :

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

10 chemin du raisin

BP 42157

31021 TOULOUSE CEDEX 2

b) I4 - Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques :

Ligne sur support commun : 63 Kv LANNEMEZAN- VALENTINE

Déclaration d'utilité publique

Service localement responsable :

RTE/GET Pyrénées

87 rue Jean Gayral

31200 TOULOUSE

9. LES EQUIPEMENTS

9.1 Eau Potable

Le plan du réseau d'eau potable figure au titre des annexes sanitaires de la présente carte communale.

Le plan de zonage tient compte des capacités actuelles et futures de ce réseau.

GESTION DE LA RESSOURCE EAU POTABLE

1 Généralités

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE possède son propre réseau d'eau. Elle possède son captage sur la source de la Loubère.

La Commune est membre du SDEA de SAINT-GAUDENS, qui s'occupe de la gestion et de la réparation du réseau d'eau potable.

9.2 L'ASSAINISSEMENT.

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome avec les dispositifs d'assainissement non collectif préconisés, a été actualisé en 1998, par le bureau d'étude SESAER. Cette carte est annexé dans le présent dossier au titre des annexes sanitaires.

En application de l'article L 224 -10 du code des collectivités territoriales, la commune a réalisé un schéma directeur d'assainissement . **La carte communale devra être en cohérence avec ce document dont les conclusions conditionnent les perspectives d'extension urbaine.**

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Il n'est pas prévu d'assainissement collectif sur le territoire communal, vu la dispersion de l'habitat et la faible densité de celui-ci.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La filière d'assainissement collectif doit être effectif lors de l'approbation de la carte communale.

L'ensemble des zones ouvertes à la construction et prévu en assainissement non collectif, il est couvert par une carte d'aptitude des sols afin de s'assurer de la possibilité des terrains de recevoir un dispositif d'assainissement individuel.

La carte d'aptitude des sols figure dans le dossier et la direction des affaires sanitaires et sociales a été associée à l'élaboration de la carte communale ainsi qu'à la définition des modalités d'assainissement pour les secteurs qui sont déclarés constructibles.

9.3 LE RESEAU ELECTRIQUE.

Le réseau électrique est de la responsabilité du SDEHG, syndicat départemental d'électrification de la Haute-Garonne. Il est en charge d'amener l'électricité au droit des propriétés.

9.4 LES EAUX PLUVIALES.

Les eaux pluviales de CIER DE RIVIÈRE sont collectées par le réseau existant de fossés en bordure des routes et des parcelles, rejoignant les nombreux ruisseaux qui vont vers les vallées.

L'entretien des fossés devra être assuré de sorte à permettre une évacuation correcte des eaux pluviales.

Il est spécifié qu'en l'absence de réseau collecteur, les aménagements sur le terrain, nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire.

9.5 L'INTERCOMMUNALITE.

La commune de CIER-DE RIVIÈRE fait partie de communauté de communes du « HAUT-COMMINGES ».

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE est membre d'un EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale), la Communauté de Communes du HAUT COMMINGES. Cet EPCI regroupe 22 communes appartenant au canton de BARBAZAN.

Elle est intégrée dans le périmètre du " PAYS DU COMMINGES ".

CIER-DE-RIVIÈRE est adhérente au SIVOM du HAUT-COMMINGES; qui regroupe 24 communes, elle a la responsabilité de la collecte et le traitement d'ordures et déchets ménagers, d'aide au maintien à domicile des personnes âgées et l'entretien de la voirie communale.

PARTIE 2 : OBJECTIFS POURSUIVIS ET LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

1. OBJECTIFS DE LA COMMUNE

La commune de CIER-DE-RIVIÈRE a défini plusieurs objectifs de développement :

1 - Maîtriser le développement futur de l'urbanisation :

- ❖ Maîtriser la construction
- ❖ Éviter la dispersion des constructions afin de regrouper le bâti autour des zones existantes.

En effet, l'application du règlement national d'urbanisme en absence de document d'urbanisme sur la commune permettait des constructions dont la localisation et le nombre échappaient à la volonté communale.

2- Prévoir et maîtriser le développement de la population

En limitant le nombre de construction par le zonage de la carte communale l'évolution de la population sera maîtrisée et restera en adéquation avec le faible niveau d'équipement de la commune.

3- Maîtriser l'aménagement de l'espace.

Le développement des espaces bâtis dans une commune à forte activité agricole, nécessite que leur localisation ne soit pas préjudiciable à l'activité agricole.
Ces zones urbaines doivent être en cohérence avec le niveau des réseaux existants (électricité, eaux, ...).

4 - Préserver les espaces naturels, agricoles et paysagers du territoire communal :

La qualité des paysages fait partie du patrimoine communal est représente un fort intérêt pour les nouveaux habitants. L'espace agricole est préservé par la non-dispersion des zones habitables et ce dans le but de ne pas développer des nuisances ou conflits d'usage.

5- Tenir compte des infrastructures routières et de la sécurité des accès

Pour tenir compte de l'avis des services de l'Etat, il n'a pas été créé d'accès supplémentaires sur la RD 33I.

6- Maintenir l'équilibre social de l'habitat:

L'habitat était essentiellement localisé au village, et dans ses extensions avec principalement des propriétaires occupants.

La commune de CIER DE RIVIÈRE, a une vocation essentiellement agricole et rurale, elle accueille sur son territoire des populations très diverses, des propriétaires - exploitants agricoles et des résidents exerçant des professions diversifiées, ayant principalement leurs activités à l'extérieur de la commune.

Il est nécessaire d'assurer la continuité de la mixité sociale et la cohabitation de différents types de population résidente.

CONCLUSIONS

Un développement maîtrisé de l'urbanisation, en la recentrant autour des zones déjà urbanisées réduit la consommation des surfaces agricoles sans destructuration du foncier.

Il tient compte de l'aspect paysager du village en ne permettant la construction que sur des secteurs pratiquement plats, ne participant pas aux perspectives sur celui-ci.

2. LA CAPACITE DE LA CARTE COMMUNALE

La réalisation de la carte communale permet la mise en œuvre de nouvelles options de développement.

CARTE COMMUNALE DE CIER-DE-RIVIÈRE - ELABORATION						248 hab/108logts ER en 2006 2,3 hab/logt	soit
Jean GAICHIES architecte urbaniste chargé d'études						juillet-08	
CONSTRUCTION SUR LA COMMUNE EN 17ans/capacité d'accueil							
ANNEES	DEMANDE PERMIS	REFUS ou DECIDE	CONSTRUCTIONS NOUVELLES	AMENAGEMENT/REHABILITATION AGRANDISSEMENT/MODIFICATION	AUTRES (terrasses, garages, hangar,...)	HABITATION-MAISONS LOGEMENTS CREES	
2007	5	0	3		1	1	3
2006	7	0	3		3	1	3
2005	4	0	3		0	1	3
2004	2	0	1		1	0	1
2003	4	0	0		1	3	0
2002	2	0	0		1	1	0
2001	2	0	0		1	1	0
2000	3	1	1		0	2	1
1999	1	0	0		0	1	0
1998	5	0	1		1	3	1
1997	3	0	0		2	1	0
1996	1	0	0		1	0	0
1995	2	0	0		1	1	0
1994	2	0	1		0	1	1
1993	2	0	0		2	0	0
1992	2	0	0		1	1	0
1991	3	0	0		0	3	0
1990	5	0	0		1	4	0
TOTAUX	55	1	13		17	25	12
12 logements nouveaux créés en 17 ans soit une augmentation de 0,7 logt par an							

En conclusion

On note que sur les dix sept années précédentes la croissance n'est que de 0,7 logement par an.

Capacité prévue :

En se référant au rythme de la construction que l'on a pu noter à travers le tableau de l'évolution de la construction, les perspectives de construction probables sont les suivantes :

- ❖ surfaces affectées à des possibilités de constructions nouvelles au village environ 17500 m²
- ❖ surfaces affectées à des possibilités de constructions nouvelles au lieu dit «Las Vignes » environ 10000 m²

- ❖ surfaces affectées à des possibilités de constructions nouvelles au lieu dit « Arières» environ 7500 m2
 - ❖ surfaces affectées à des possibilités de constructions le long de la RD 33I environ 7500 m2
- Ce qui équivaldrait sur la totalité de la commune à une possibilité de 17 constructions et un accroissement de population d'environ 43 habitants.
- Ceci étant bien entendu que la base de calcul est fondée sur la carte d'aptitude des sols à l'assainissement soit des terrains de 2500 m2.

La carte communale prévoit une capacité d'accueil théorique de 17 logements, ce qui représente environ 43 habitants nouveaux. Soit un accroissement de la population de 17% dans les années à venir.

3. LES DISPOSITIONS D'UNE CARTE COMMUNALE

LES DISPOSITIONS D'UNE CARTE COMMUNALE : LE ZONAGE

Le Plan de zonage a été élaboré en prenant en compte

- a) les objectifs communaux,
- b) les contraintes sociales, économiques, environnementales,
- c) les tissus urbanisés existants
- d) les nouvelles dispositions de la loi dite SRU

1 - LES ZONES URBAINES :

la zone U :

Elle correspond à l'extension du village et à des possibilités de constructions dans ses prolongements.

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome définit les dispositifs d'assainissement à réaliser.

2 - LES ZONES NATURELLES, AGRICOLES ET FORESTIERES

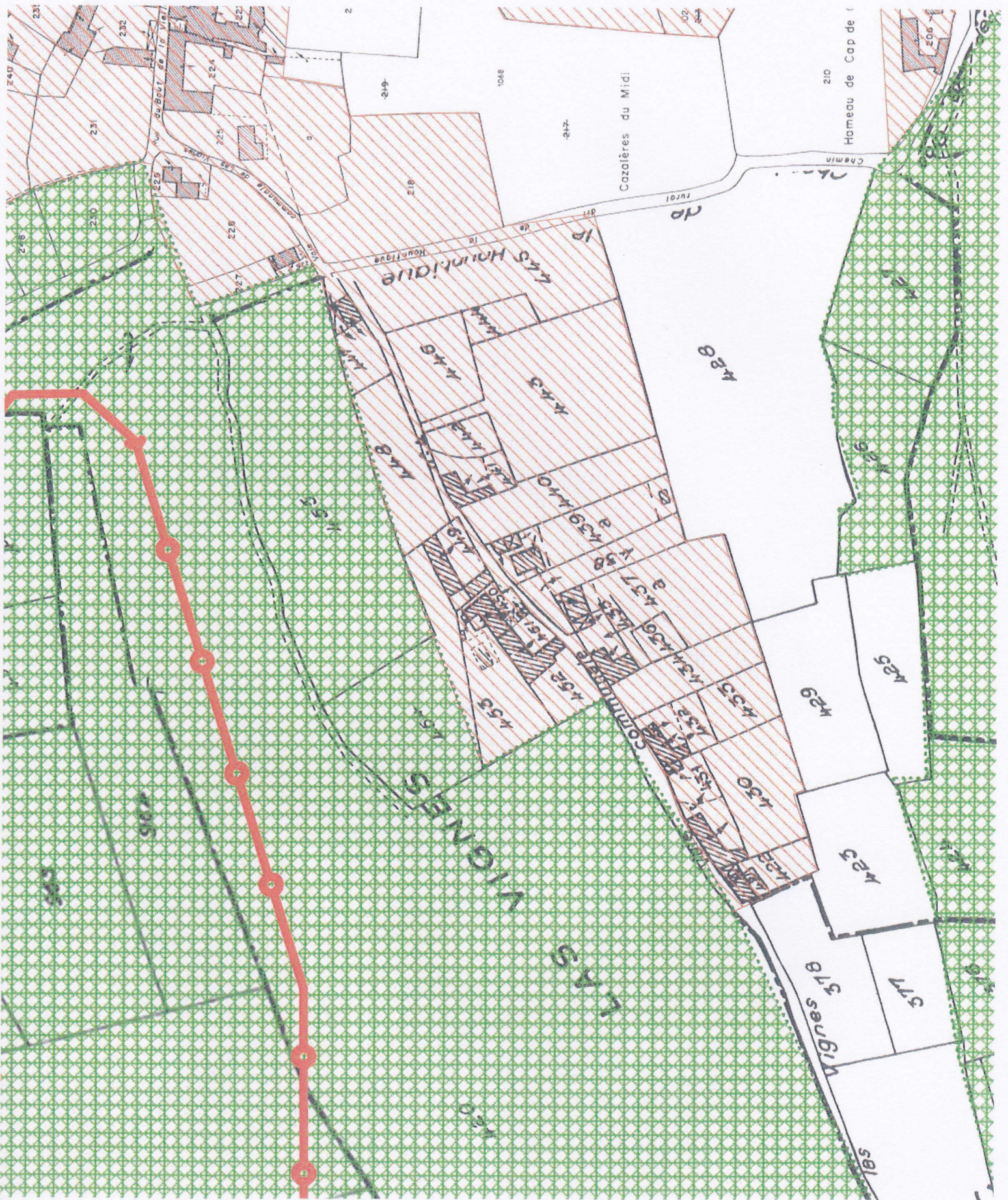
la zone N

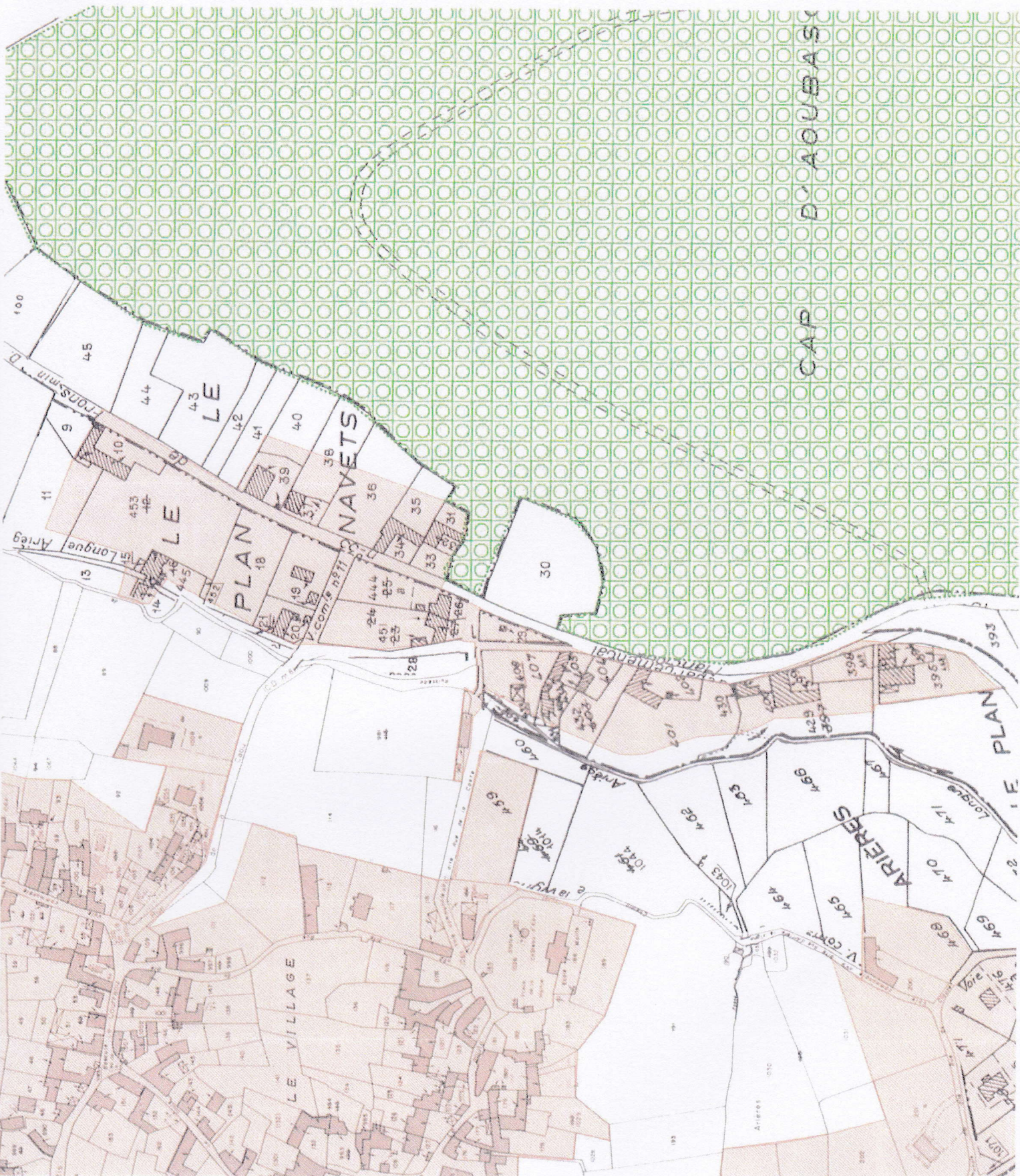
Elle correspond à la partie agricole et naturelle du territoire communal.

Les espaces boisés, ont été repérés au plan, conformément à la légende à titre informatif.

Voir pages suivantes :

Zoom zones U





Cap d'Aoubas



PARTIE 3:

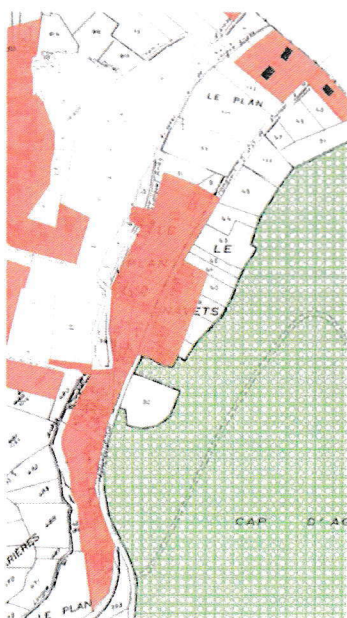
LES INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES COMPENSATOIRES PRISE EN FAVEUR DE SA PRESERVATION

1. LES EFFETS DES LOIS SUR L'AMENAGEMENT, L'URBANISME ET L'ENVIRONNEMENT

La prévention des risques naturels

En matière de prévention des risques d'inondation, la législation actuelle résulte principalement de la loi du 22 juillet 1987 sur la prévention des risques majeurs complétée par la loi du 2 février 1995 instituant les plans de prévention des risques naturels prévisibles, la loi SRU du 13 décembre 2000 qui impose la prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme et plus récemment la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

Le risque d'inondation



La commune n'est pas concernée par le risque d'inondation. toutefois, traversée par le ruisseau du Longariège, il est rappelé qu'il convient de recueillir des éléments de connaissance lorsque des constructions ou des zones à urbaniser se développent à proximité. En l'absence de connaissance, et en application du principe de précaution, la règle est de ne pas urbaniser des terrains dont la cote est à moins d'un mètre de la cote de berge du ruisseau.

A titre de précaution, sur le tracé du Longariège à travers les zones déjà urbanisés, une bande de 5 mètres en non aedificandi a été préservée. On remarque cependant, que les constructions anciennes étaient très proche du lit de la rivière. Les parcelles reprises dans le zonage supportent déjà des bâtiments.

Source : Extrait règlement graphique – Secteur « Le Plan »

Le risque de sismicité

La commune de CIER DE RIVIERE est classée dans la zone de sismicité 1b (sismicité faible) se traduisant par la mise en œuvre de règles spécifiques de construction des bâtiments nouveaux. Ces règles de construction parasismiques ont été définies par l'arrêté interministériel du 16 juillet 1992. La carte communale devra évoquer ce risque.

Le risque de mouvements de terrains

La base de données sur les risques majeurs du ministère de l'environnement fait apparaître un arrêté de catastrophes naturelles datant du 26 avril 2006 concernant les mouvements de terrain différentiel consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols (PPR Sécheresse).

Les cavités souterraines

L'arrêté préfectoral du 5 mars 2007 concernant les risques naturels et technologiques majeurs signale la présence de 5 cavités sur la commune de CIER-DE-RIVIERE. Si un projet ludique venait à émerger sur la commune, il conviendrait de contacter les services du BRGM (service géologique régional de Midi-Pyrénées) 3 rue Marie Curie BP 49 31527 RAMONVILLE SAINT AGNE.

La prévention des nuisances

L'article L 220-1 du code de l'environnement stipule que :

" L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie "

Le plan de zonage du CARTE COMMUNALE tient compte de ce risque.

Aucune zone à urbaniser pour des activités à caractère industriel ou artisanal, polluantes ou nuisantes n'a été prévue.

Les zones urbaines sont agglomérées et ne mitent pas le territoire agricole.

Les nuisances de l'activité agricole :

Dans le souci de minimiser les nuisances par rapport aux activités agricoles, les sièges d'exploitation agricoles ont été recensés :

Deux sites agricoles assortis d'un périmètre d'inconstructibilité de 50 mètres au sens du Règlement Sanitaire Départemental sont situés dans les écarts, loin des zones constructibles,

La lutte contre le bruit

L'article L 571-1 du code de l'environnement stipule que :

« la lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précaution des bruits ou vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou porter atteinte à l'environnement »

Il est donc nécessaire de prendre en compte les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipement de loisirs et éviter la réalisation de zones d'habitation trop proche de telles sources de nuisance.

La loi relative à la lutte contre le bruit n° 92 -1444 du 31 décembre 1992 complétée par le décret n°95-21 du 9 janvier 1995, imposent que toutes les infrastructures de transports terrestres bruyantes, qu'elles soient routières ou ferroviaires fassent l'objet d'un arrêté préfectoral les classant en fonction de leurs caractéristiques sonores.

La carte communale devra respecter par conséquent prendre en compte l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2000 portant classement des infrastructures de transports terrestres de la Haute-Garonne, dans les zones touchées par le bruit de l'A645 et de la RD 8.

Les risques sanitaires

La Loi sur l'eau et l'assainissement

En matière d'assainissement, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 prévoit l'obligation générale d'assainissement sur l'ensemble du territoire national avant le 31 décembre 2005.

La commune ne possède actuellement aucun assainissement collectif. Le choix de la municipalité reste le maintien du non collectif sur le territoire communal.

Sont annexés dans le présent dossier au titre des annexes sanitaires, une notice descriptive de l'assainissement non collectif sur la commune, la carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome, qui fixe les types d'assainissement non collectif.

La gestion des déchets

Selon l'article L 541-2 du code de l'environnement, " toute personne qui produit ou éteint des déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination "

L'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets ménagers (ordures ménagères, encombrants, déchets verts est assuré dans le cadre de l'intercommunalité, et de la déchetterie sur la commune de HUOS)

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Haute-Garonne a été approuvé par arrêté préfectoral du 11 juillet 2005. La commune de CIER DE RIVIERE en tant qu'adhérente au SIVOM du Haut Comminges est comprise dans la zone 3 dans le regroupement des structures intercommunales pour le traitement des déchets;

La lutte contre les termites

L'arrêté préfectoral du 10 décembre 2001 a institué sur l'ensemble du département de la Haute-Garonne une zone de surveillance et de lutte contre les termites, il figure en annexe au présent P.L.U.

L'arrêté stipule notamment à son article 4 : « dès qu'il a connaissance de la présence de termites dans un immeuble bâti ou non bâti, l'occupant de l'immeuble contaminé a obligation d'en faire la déclaration en mairie. »

Le risque d'exposition au plomb

L'arrêté préfectoral du 16 juillet 2001 classe l'ensemble du département de la Haute-Garonne comme zone à risque d'exposition au plomb, arrêté pris en application du Code de la santé publique et des décrets du 9 juin 1999 relatifs aux mesures d'urgence contre le saturnisme.

L'arrêté stipule notamment à son article 3 : « un état des risques d'accessibilité au plomb doit être annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat... »

Cet arrêté doit figurer en annexe du document d'urbanisme (article R123-13-14° du Code de l'Urbanisme).

Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)

Il existe deux zones naturelles répertoriées par la DIREN MIDI-PYRÉNÉES

- Sur le PIC CARMONT, s'étendant sur 13,18 ha, possédant un intérêt phytogéographique régional par la présence du Genet hérissé.
- Dans le BOIS DES SEPT SŒURS, s'étendant sur 9,27 ha et possédant un intérêt botanique départemental par la riche station de Lys martagon

Le réseau Natura 2000

Les chaînons calcaires du Piémont Commingeois sont inscrits dans le réseau Natura 2000. Sur la commune, les massifs concernés sont :

- Le PIC DE CARMONT
- Le PLAN DE HAGE
- LE MONT MAJOU
- MONTEIL
- SARRAMEDAN
- LE PIC DE PECAVARIN
- LE CAP D'AUMASC

La préservation de la qualité du paysage et de l'environnement

Les articles L 110 et L 121-1 du Code de l'Urbanisme préconisent une gestion économe des sols... et stipulent que les documents d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer :

- *la protection des espaces naturels et des paysages*
- *la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, Des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains.*
- *La préservation des paysages naturels passe par la défense et la mise en valeur des boisements (espaces boisés classés), l'entretien des berges des ruisseaux, la protection des points de vue sur les sites et monuments remarquables, emplacements réservés, etc ...*

Les mesures suivantes, inscrites dans la carte communale visent à préserver les paysages, les sites et l'environnement.

LES ESPACES BOISES ont été reportés sur le plan de zonage.

Ils ont vocation à participer à la qualité des paysages, à la protection de la faune et la flore et des écosystèmes. Ils ont une fonction anti-érosive sur les versants des montagnes.

ZONES URBAINES : limitation de l'extension des zones urbaines, dans le souci de la gestion économe des sols.

ZONE AGRICOLE N : préservation de la vocation agricole de la commune sur la majeure partie du territoire communal.

Les paysages :

Pour déterminer les zones constructibles sur la commune des secteurs ont été définis où on ne souhaitait pas la présence de constructions nouvelles, qui aurait pour impact de modifier la perception que l'on a du village, constituée essentiellement avec des constructions anciennes.

Le secteur de « La Claou » où on a une perspective du village depuis la plaine a été préservé. La zone urbaine a été limitée aux constructions existantes. Cependant deux parcelles qui avaient obtenu un certificat d'urbanisme ont été intégrées à la zone urbaine.

A l'est de « La Claou », les terrains de sport communaux ont été repris en zone urbaine de sorte à permettre d'éventuelles constructions d'intérêt collectif.



Source : Photo du secteur de « La Claou » depuis la vallée- B.E. GAICHIES

Les ouvrages techniques et les infrastructures

La ligne Haute Tension qui traverse le nord de la commune a été prise en compte et une zone non aedificandi a été définie au droit du lotissement communal.

L'autoroute est en bordure du territoire communal.

Le principe de diversité des fonctions urbaines et d'une offre diversifiée de l'habitat.

La carte communale ne limite pas les implantations diverses dans les zones urbaines.

Loi d'orientation sur la ville n° 91-661 du 13 juillet 1991 relative au principe de diversité permettant la coexistence des différents types d'habitats et d'activités.

Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain.

La carte communale permet des implantations diverses dans les zones urbaines.

Le Plan de Zonage